

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

JEUDI 29 MARS 2007

Après-midi

PLENUMVERGADERING

van

DONDERDAG 29 MAART 2007

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 17 par M. Herman De Croo, président.

Ministre du gouvernement fédéral présente lors de l'ouverture de la séance: Mme Laurette Onkelinx

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Devoirs de mandat : Jo Vandeurzen

Raisons de santé : Mohammed Boukourna et Alisson De Clercq

Raisons familiales : Marie Nagy

Mariage : Véronique Salvi

À l'étranger : Pierre Lano

UIP : Geert Versnick

Questions

01 Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les infractions commises par les véhicules prioritaires" (n° P1866)

01.01 **Maggie De Block** (VLD) : Lors d'interventions urgentes, les véhicules prioritaires sont parfois amenés à dépasser la vitesse maximale autorisée. Il existe à ce sujet une circulaire qui a été modifiée récemment.

La procédure normale dans ces cas de figure consiste à dresser un procès-verbal qui est alors transmis au parquet. Ces procès-verbaux sont classés sans suite lorsque le chef des services d'incendie ou d'ambulance confirme qu'il s'agissait d'une intervention urgente.

Il est en revanche très embarrassant que la police est tenue d'interroger le chauffeur du véhicule prioritaire à son domicile ou au bureau de police. Cette démarche ne pourrait-elle être évitée ?

01.02 **Laurette Onkelinx**, ministre (*en néerlandais*) : J'ai demandé au collège des procureurs généraux de rechercher une solution. Ce collège examinera la possibilité de centraliser les données relatives aux appels urgents dans chaque province. Ainsi, la police pourrait consulter à chaque fois ce point central pour juger du caractère urgent d'une intervention.

01.03 **Maggie De Block** (VLD) : La réponse de la ministre me réconforte. Les ambulanciers ont d'autres priorités que de se rendre au commissariat pour y faire des dépositions.

L'incident est clos.

Visite d'une délégation du Parlement irakien

Le **président** : Je salue M. Moussa et les membres de la délégation parlementaire venue d'Irak. Ils exercent

leur métier dans des conditions extrêmement difficiles. Qu'un hommage sincère leur soit rendu (*Applaudissements sur tous les bancs*).

Questions (continuation)

02 Question de Mme Marie-Christine Marghem à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la violation du secret de l'instruction dans le dossier 'Excelsior'" (n° P1865)

02.01 Marie-Christine Marghem (MR) : Le bourgmestre de Mouscron savait que des perquisitions étaient prévues dans le cadre du financement de l'Excelsior, un club de football qu'il avait dirigé. Ces fuites dans le cadre d'une instruction viendraient du ministre wallon Courard. Une telle divulgation d'informations est-elle normale de la part d'un ministre ? Ne faudrait-il pas rappeler que le secret de l'instruction est inviolable ?

02.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Selon les autorités judiciaires, il n'y a eu aucune fuite. Si tel avait été le cas, j'aurais évidemment ordonné une enquête, quelle que soit la qualité des personnes en cause. Le secret de l'instruction est un principe fondamental de notre démocratie.

02.03 Marie-Christine Marghem (MR) : J'entends bien que vous mettez tout en œuvre pour assurer le secret de l'instruction.

Cependant, l'intéressé affirme qu'il était au courant de ces perquisitions. On ne connaîtra sans doute jamais la vérité mais, s'il y a eu des fuites, des pièces ont sans doute disparu, ce qui nuit à l'instruction en question.

L'incident est clos.

03 Question de M. Melchior Wathelet à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'arrestation de Bahar Kimyongür aux Pays-Bas" (n° P1867)

03.01 Melchior Wathelet (cdH) : Je voudrais revenir sur une affaire grave dont nous avons déjà beaucoup discuté. La Turquie avait demandé l'extradition de M. Kimyongür, condamné pour son appartenance à l'organisation terroriste DHKP-C. La Belgique ne pouvait procéder à cette extradition puisque M. Kimyongür est belge. Selon des rumeurs, la Belgique aurait alors organisé avec les Pays-Bas l'arrestation de M. Kimyongür dans ce dernier pays. Cette thèse repose sur les informations données par le procureur néerlandais et s'est renforcée suite aux rumeurs faisant état d'une réunion entre des membres de votre cabinet et de ceux de M. Dewael et du premier ministre pour préparer l'interception de M. Kimyongür aux Pays-Bas et son extradition ultérieure vers la Turquie.

En dépit de vos dénégations d'il y a quelques mois, la presse a rapporté récemment de nouveaux éléments qui semblent confirmer cette thèse.

Lors de cette réunion avec des membres du cabinet de M. Dewael, de celui du premier ministre et du vôtre, a-t-il été question de l'extradition de M. Kimyongür ? Quelles informations ont-elles été transmises en Hollande ?

03.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : La fascination de certains pour le complot d'État encourage les rumeurs.

Le rapport de l'examen réalisé par les Comités P et R est à la disposition des parlementaires du comité de suivi du Comité P et du comité de suivi du Comité R.

M. Kimyongür faisait partie des personnes observées dans le but de retrouver Fehriye Erdal. La Belgique n'avait donc aucun intérêt à ce qu'il disparaisse ! Les autorités judiciaires des Pays-Bas devaient être averties puisque des méthodes particulières de recherche avaient été décidées et devaient se poursuivre dans ce pays. Les Comités P et R n'ont rien à redire concernant ces contacts ni concernant la Sûreté de l'État, qui suivait l'intéressé.

03.03 Le président : En tant que président du Comité P, j'ai reçu le rapport dont vous venez de parler. Les membres du Comité peuvent le lire sans prendre de notes. Je confirme tout ce que dit la ministre à propos de la présence de ces deux rapports.

03.04 Melchior Wathelet (cdH) : Nous ne sommes pas membres du Comité P ni du Comité R.

Le **président**: Vous êtes membre consultatif.

03.05 Pieter De Crem (CD&V) : Il appartient à la ministre, et non au président, de répondre.

Le **président** : J'ai seulement déclaré que le rapport est déjà disponible depuis plusieurs semaines. Le mode de publication du rapport dépend par ailleurs de ma décision et non de celle de la ministre.

03.06 Melchior Wathelet (cdH) : Un gouvernement n'extrade pas ses nationaux. Mais pourquoi plusieurs ministres ont-ils déclaré que si elle avait été retrouvée, elle aurait été extradée ?

Avez-vous prévenu la Hollande que M. Kimyongür se trouvait sur le territoire hollandais et qu'il devait faire l'objet de recherches ? Des informations ont-elles été communiquées concernant le mandat d'arrêt international de l'intéressé et de sa possible extradition vers la Turquie ?

03.07 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Le collègue appartenant à votre groupe qui a consulté le dossier ou qui le consultera pourra vous donner tous les détails sur ce dossier.

03.08 Melchior Wathelet (cdH) : Je comprends que vous ne puissiez pas me répondre aujourd'hui. Je vous interrogerai en commission afin que vous puissiez me donner l'ensemble des informations. S'il n'y a pas eu de volonté belge de transférer cette personne en Hollande, il faut faire taire cette rumeur.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le Point de contact fédéral « enlèvement international d'enfants »" (n° P1868)**

- **M. Benoît Drèze à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le Point de contact fédéral « enlèvement international d'enfants »" (n° P1869)**

04.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Après un divorce également, les parents disposent du droit fondamental d'avoir des contacts avec leurs enfants et de participer à leur éducation. Dans un monde globalisé, les problèmes liés aux contacts transfrontaliers entre parents et enfants, et par conséquent aussi les rapt parentaux, s'amplifient à un rythme inquiétant. Le point de contact fédéral créé le 27 janvier 2005 offre une assistance de première ligne, une orientation, une prise en charge de dossiers individuels et un soutien psychologique et financier.

D'après les notes de politique de la ministre, on a dénombré 125 nouveaux dossiers en 2005 et 90 durant les neuf premiers mois de 2006. Chaque année, une centaine d'appels téléphoniques ont été passés et soixante courriers électroniques envoyés. Lors de la création du point de contact, deux psychologues, six juristes et trois gradués en droit ont été recrutés.

Récemment, le quotidien *Le Soir* relayait toutefois les récriminations formulées par une ASBL à l'égard du point de contact : celui-ci ne serait pas joignable, l'accueil y serait médiocre et aucune action préventive n'y serait menée. L'assistance se limiterait aux aspects juridiques et aucun soutien ne serait prodigué pour les questions étrangères. Des psychologues auraient quitté le centre sans être remplacés.

Ces plaintes sont-elles pertinentes ? Pourquoi le service est-il difficilement joignable ? Quelle en est la composition ? Combien de dossiers ont été ouverts et résolus ? Comment se déroule la collaboration avec le département des Affaires étrangères ? Qu'en est-il de la prévention ?

04.02 Benoît Drèze (cdH) : Le drame que constituent les rapt parentaux (400 en Belgique chaque année) doit mobiliser les forces de l'autorité publique.

Les dysfonctionnements évoqués dans la presse ne cadrent pas avec l'espoir mis dans le point de contact, qui fonctionne depuis 2005, notamment pour accompagner psychologiquement les victimes.

Quel est votre avis concernant ces dysfonctionnements ? Quelles mesures comptez-vous prendre ?

04.03 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Nous pourrions peut-être entendre les membres du Point de contact fédéral en commission de la Justice, car mon administration me donne un écho totalement différent sur son action.

Il y a eu des incompatibilités d'humeur : des psychologues ont décidé de quitter l'équipe. Nous sommes en train d'engager des psychologues et un juriste.

Nous cherchons à professionnaliser le Point de contact, à travers un protocole d'accord entre le Collège des procureurs généraux, le SPF Affaires étrangères, Child Focus et le Point contact fédéral. Nous travaillons aussi à l'adhésion de toute une série de pays à des conventions concernant les rapt.

Nous faisons un bilan sur le numéro d'appel, peu utilisé depuis quelque temps.

Je vais inviter SOS-Rapt parentaux à m'expliquer son point de vue et nous pourrions avoir une audition au Parlement.

04.04 Servais Verherstraeten (CD&V) : La ministre confirme que des problèmes internes se posent et que le fonctionnement du service devrait se professionnaliser, mais les notes de politique générale n'en disent mot. Je viens d'appeler moi-même le point de contact et personne n'a décroché. Ce dysfonctionnement est un camouflet infligé à des personnes dont la souffrance psychique est déjà très grande. La création d'un service au fonctionnement déficient, avec des effectifs insuffisants, est caractéristique de la politique d'effets d'annonce de la coalition violette. Les parents sont tout simplement abandonnés à leur sort.

04.05 Benoît Drèze (cdH) : Si les psychologues ont quitté la structure il y a plus d'un an, il faut les remplacer, car leur fonction est essentielle.

Mme Milquet et moi-même recevons l'association SOS-Rapt parentaux à 16 heures ; un membre de votre cabinet ne pourrait-il nous rejoindre ? Sinon, nous vous informerons de notre travail, en espérant que des corrections pourront être apportées rapidement.

L'incident est clos.

05 Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la taxation des plus-values des fonds de placement" (n° P1870)

05.01 Annemie Roppe (sp.a-spirit) : Hier, un nombre considérable de questions étaient inscrites à l'ordre du jour de la commission des Finances, dont celle de M. Bogaert qui était cependant absent. Je m'étonne que sa question soit traitée aujourd'hui en séance plénière lors de l'heure des questions. Est-ce bien la bonne procédure ?

Le **président** : Si cette question figure dans le quota de questions orales du groupe CD&V, il n'y a aucune objection.

05.02 Hendrik Bogaert (CD&V) : Je n'étais pas présent hier en commission, car je souhaitais assister aux funérailles d'un ancien échevin de ma commune.

Ma question concerne l'impôt sur les tirelires. M. Verhofstadt est arrivé au pouvoir en 1999 et s'était engagé à réformer le pays, ce qui n'a pas été le cas. Le taux d'emploi est toujours beaucoup trop bas, ce qui a des conséquences pour les seniors. Le vieillissement de la population génère des problèmes budgétaires qui n'ont pas été résolus. Le Fonds de vieillissement est effectivement une boîte vide. C'est pourquoi de plus en plus de seniors devront dépenser leurs économies pour jouir d'une pension complémentaire.

La nouvelle taxation des plus-values des fonds de placement entrera cependant en vigueur le 1^{er} janvier 2008. Il s'agit en fait d'une forme d'impôt sur le patrimoine. En même temps, le gouvernement revoit à la baisse la taxe de sortie qu'il avait lui-même fait passer de 0,5 à 1,1 % et qu'il ramène à 0,5 %. M. Reynders est-il favorable ou défavorable à cette taxe sur la plus-value ?

05.03 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Je puis être très bref à ce sujet : je suis contre cette taxe mais il faudra en parler au moment de la préparation du budget 2008. J'ajoute que le gouvernement a pris une série de mesures positives en matière de pensions et d'épargne. La réduction d'impôt pour le troisième pilier sera portée à 810 euros en 2008.

En outre, j'ai mis en place aujourd'hui même une task force avec la Banque Nationale, la CBFA, Febelfin et Euroclear dans le but d'élaborer de nouvelles mesures destinées à stimuler les institutions financières en Belgique. Grâce à notre bonne politique, ce secteur emploie en effet 140.000 personnes et en recrute chaque année 5.000. La raison en est qu'il y a aujourd'hui plus d'argent dans notre pays, notamment grâce à la déclaration libératoire unique. On observe actuellement une évolution très favorable dans le domaine du *private banking* et de l'offre de fonds de pensions pan-européens.

05.04 Hendrik Bogaert (CD&V) : Le ministre Reynders est opposé à cette nouvelle taxe mais celle-ci a pourtant été approuvée. Il organise un tour des Flandres en racontant à qui veut l'entendre que « lui veut bien mais que tout est de la faute du PS ». Il devait bloquer cette taxe au lieu d'obtempérer aux injonctions du PS. Cette taxe est une gifle pour tous les épargnants.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Monica De Coninck au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les personnes régularisées à titre temporaire" (n° P1871)

06.01 Monica De Coninck (sp.a-spirit) : Des associations de sans papiers ont régulièrement protesté, au cours des dernières années, contre la situation d'étrangers qui n'étaient pas régularisés en dépit de leur bonne intégration. Le CPAS d'Anvers constate les premiers résultats d'une nouvelle politique en matière de régularisation temporaire sous conditions, une solution à laquelle nous ne sommes en principe pas hostiles. Les conditions concernent la connaissance de la langue, la capacité de subvenir à ses propres besoins, l'intégration et la recherche fructueuse d'un emploi. Un total de 260 demandes de soutien ont été introduites depuis octobre 2006.

À partir de quand ces conditions doivent-elles être remplies ? Lors de la régularisation provisoire ou de la prorogation du permis de séjour provisoire ?

06.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : L'octroi d'un titre de séjour peut être soumis à certaines conditions, dont certaines doivent être remplies à l'avance, comme par exemple le fait de disposer d'un passeport valable. Parfois, le titre de séjour comporte des conditions auxquelles il convient de satisfaire ultérieurement, telles que trouver un emploi et ne pas commettre d'infractions. Il va de soi que ces divers critères sont évalués au moment de l'expiration du permis de séjour initial.

06.03 Monica De Coninck (sp.a-spirit) : Votre réponse est claire. J'espère qu'on vérifiera effectivement si les conditions sont remplies au moment de la prolongation du permis de séjour temporaire.

L'incident est clos.

07 Question de M. Jean-Claude Maene au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le rapport des médiateurs fédéraux et l'Office des Étrangers" (n° P1872)

07.01 Jean-Claude Maene (PS) : Les médiateurs fédéraux ont présenté leur rapport 2006. Il épingle une nouvelle fois l'Office des étrangers comme étant l'administration fédérale posant le plus de difficultés.

Nous avons déposé en commission de l'Intérieur une demande invitant le Collège des médiateurs à creuser la question de la gestion des centres fermés.

Quelle est votre première réaction à la suite de ce rapport ?

07.02 Patrick Dewael, ministre (en français) : Je compte faire examiner les recommandations des médiateurs fédéraux. La commission de l'Intérieur a discuté des efforts considérables qui ont été entrepris. Plusieurs modifications légales ont été apportées. Des délais de traitement contraignants ont été fixés de même qu'un cadre précis qui a été inscrit dans la loi pour éviter des demandes de séjour qui ne sont en fait que des manœuvres dilatoires. Il subsiste un problème d'arriéré.

Les chiffres sont assez encourageants mais un travail considérable reste à effectuer.

07.03 Jean-Claude Maene (PS) : Je voudrais encore souligner la remarque des médiateurs qui proposent que soit délivré un titre de séjour provisoire aux apatrides qui attendent une décision concernant leur demande d'autorisation de séjour. Nous vous invitons à y réfléchir.

L'incident est clos.

08 Question de M. Gerolf Annemans au ministre de la Mobilité sur "la conception incohérente de la justice au sein du gouvernement fédéral" (n° P1876)

08.01 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Je peux donc enfin, après une semaine d'attente, interroger M. Landuyt à propos de son livre récemment publié. Celui-ci mérite certainement d'être lu, car il comporte un inventaire de toutes les critiques passées et actuelles adressées par l'opposition à l'ancien ministre de la Justice et à son successeur, à savoir M. Verwilghen et Mme Onkelinx.

Le ministre procède à une série d'analyses pertinentes – concernant le fait, par exemple, que la justice ne peut pas occulter les problèmes relatifs à sa modernisation sous le prétexte abusif de son indépendance - et reprend même à son compte une série de propositions du Vlaams Belang, comme l'abrogation de la loi Lejeune. À la lecture de tout cela, je me demande quelle doit être l'ambiance au sein du gouvernement. M. Landuyt retrouve M. Verwilghen et Mme Onkelinx en Conseil des ministres, où le sp.a a d'ailleurs toujours approuvé chaque réforme proposée. Après huit ans de coalition violette et alors que le sp.a est au pouvoir depuis vingt ans, M. Landuyt consacre un écrit critique à la justice.

Quelle en est la visée ? En a-t-il parlé avec la ministre, Mme Onkelinx ? Celle-ci dit manquer de temps pour le lire, mais elle devrait le faire. Est-ce là le nouveau programme du sp.a, qui sera exécuté par un prochain gouvernement ? Ou est-ce plutôt un « coup » électoral et une candidature comme ministre de la Justice dans le prochain gouvernement ?

08.02 Renaat Landuyt, ministre (en néerlandais) : Dans mon livre intitulé *Pro Justitia, het gerecht ontsnapt*, je livre ma vision de la justice après vingt ans d'expérience comme avocat, comme parlementaire et comme ministre. Il s'agit d'une analyse structurelle, que certains connaissent déjà de longue date.

J'y souligne que sans un large consensus, nous ne pourrions résoudre le problème de l'arriéré judiciaire ni les problèmes qui se posent dans le domaine des poursuites pénales. Mon parti partage bien cette vision des choses. Je ne critique absolument pas mes collègues. Simplement, tout ce qui a été décidé doit être l'objet de mesures complémentaires. Ce n'est pas parce que je fais part de ma vision personnelle que je désavoue la politique actuelle. Il arrive que le bât blesse aussi au niveau de l'exécution des décisions parce que l'indépendance de la justice se traduit trop souvent par de l'irresponsabilité.

Je peux comprendre que M. Annemans manifeste un certain intérêt pour le fonctionnement interne du gouvernement. Comme dans toute démocratie, nous respectons en son sein la liberté d'expression. Nous ne sommes pas toujours sur la même longueur d'ondes mais nous nous efforçons de parvenir ensemble à un accord.

08.03 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Le ministre s'en sort par une pirouette. Je ne pense pas que dans son livre, le ministre Landuyt exprime uniquement une vision de l'avenir. C'est une question de crédibilité. En effet, il est difficile de croire qu'après vingt années de présence au gouvernement, le sp.a puisse considérer les propositions d'une portée fondamentale de M. Landuyt comme de simples réflexions personnelles à l'approche des élections. Quoi qu'il en soit, le ministre et son parti sont coresponsables de la lenteur de la justice et des échecs de la ministre Onkelinx.

Lors de la dernière campagne électorale, le sp.a avait déjà proposé d'abroger la loi Lejeune. Le Vlaams Belang avait proposé la suppression de cette loi au sein de la commission Dutroux. Quatre ans plus tard, le ministre formule à nouveau la même proposition, mais il n'a jamais soutenu ma motion visant à inciter Mme Onkelinx à abroger cette loi. C'est la raison pour laquelle ce livre ne vaut pas la peine d'être lu.

L'incident est clos.

09 Question de M. Guy D'haeseleer au ministre de l'Emploi sur "les pratiques illégales dans les Fonds de sécurité d'existence" (n° P1877)

09.01 Guy D'haeseleer (Vlaams Belang) : La cellule syndicale du Vlaams Belang a mis au jour des pratiques illégales de grande envergure au sein des fonds de sécurité d'existence. Pendant plusieurs années, les syndicats ont prélevé des montants importants sur les allocations et les primes ou ne les ont versées qu'aux personnes syndiquées. Ces dernières années, des dizaines de milliers de travailleurs ont ainsi été volés par les syndicats, qui ont ce faisant détourné des dizaines de millions d'euros. De telles pratiques mafieuses sont évidemment inacceptables.

Pire encore : le ministre et son administration étaient au courant, bien qu'il l'ait encore nié en commission des Affaires sociales du 20 mars. Il s'est alors borné à promettre qu'il transmettrait le message au Conseil national du travail. Le ministre connaît toutefois parfaitement les tenants et les aboutissants et a même tenté d'étouffer ces faits au lieu de charger les services d'inspection d'établir un procès-verbal. C'est inacceptable pour un ministre de l'Emploi qui est membre d'un parti qui prétend défendre la cause des plus faibles.

Nous exigeons une rectification dans le cadre de l'ensemble des dossiers et le remboursement de tous les montants prélevés. Toutefois, comme nous n'attendons pas grand-chose du ministre, nous déposerons en même temps une plainte auprès des services d'inspection en les invitant à établir un procès-verbal à l'encontre de toute personne ayant pris part à ces abus. En tant que député, je solliciterai en outre une enquête auprès de la Cour des comptes. Je suis convaincu que nous n'apercevons actuellement que le sommet de l'iceberg.

Le ministre ne peut se maintenir dans sa fonction. Il affirme de rien savoir mais tente en même temps de dissimuler les choses. Une telle situation est intenable. Il doit immédiatement tirer les conclusions qui s'imposent ! (*Applaudissements du Vlaams Belang*)

09.02 Peter Vanvelthoven, ministre (*en néerlandais*) : Soit le Vlaams Belang ne sait pas ce que sont les fonds de sécurité d'existence, soit il en donne délibérément une fausse image. Les fonds de sécurité d'existence ont été créés et sont gérés par les partenaires sociaux, c'est-à-dire par les patrons et les syndicats collectivement. Patrons et syndicats en sont donc responsables collectivement et ils fixent de commun accord les allocations qui en sont tirées. Or M. D'haeseleer a l'air de dire que seuls les syndicats statuent sur ces allocations. J'ai l'impression que le Vlaams Belang a des idées derrière la tête. (*Tumulte sur les bancs du Vlaams Belang*)

Le gouvernement ne se mêle pas de la conclusion des CCT. Ce qui se passe, c'est que le ministre compétent rend chaque CCT obligatoire pour tous les travailleurs du secteur concerné. Inutile de vous dire que les pratiques irrégulières ne sont pas tolérées. (*Rires sur les bancs du Vlaams Belang*)

Les CCT doivent être en conformité avec la loi. Ce sont les partenaires sociaux qui en portent en premier lieu la responsabilité. Ensuite mes services contrôlent chaque CCT. Je puis vous assurer qu'il n'est pas rare qu'ils réexpédient des CCT entachées d'irrégularités. Et en 2005, ces contrôles ont été encore renforcés. Les

CCT dont il est question dans ce dossier sont effectivement antérieures à 2005.

Toute plainte portant sur des irrégularités est examinée en profondeur. Cela a également été le cas dans cette affaire. Le 3 janvier 2007, nous avons reçu une plainte individuelle portant sur le fait qu'un montant de 5 euros avait été retenu sur la prime de fin d'année parce que la personne en question n'était pas affiliée à un syndicat. La plainte a été examinée sur-le-champ. Mes services ont averti le secteur concerné ainsi que la commission paritaire du fait que la retenue était illégale et que la CCT devait être adaptée immédiatement, à défaut de quoi elle perdrait son caractère obligatoire. La personne dupée doit également recevoir réparation. Nous avons donc agi de manière rapide et efficace. (*Protestations sur les bancs du Vlaams Belang*)

09.03 **Guy D'haeseleer** (Vlaams Belang) : Le ministre tente de minimiser le faits en affirmant qu'il s'agit d'une seule plainte. Or, il est clairement question d'abus auprès de différents fonds. Ces deux derniers jours, j'ai eu des contacts téléphoniques avec une quinzaine de personnes qui se plaignaient de leur fonds. Dans certains cas, la retenue représente 12% de la prépension!

Le ministre affirme que ces services ont fait preuve d'efficacité alors qu'en fait ils n'ont réagi qu'après notre intervention à la Chambre et au Sénat et après les informations parues dans la presse.

Le ministre affirme que les CCT font l'objet d'un contrôle. J'en doute. Je voudrais citer un extrait d'une note interne du directeur général Relations de travail collectives au président de la commission paritaire:

(*En français*) « La dite convention collective de travail appartient à ce que nous appelons le passif historique. Afin de rattraper le retard, de rendre obligatoires les CCT de ce passif historique, on a décidé, avec l'accord du Conseil des ministres, de ne pas contrôler ou de contrôler de manière très marginale la légalité de cette catégorie de conventions collectives de travail. »

« Je vous demanderai de bien vouloir discuter du problème au sein de la commission paritaire pour les services de garde et de conseiller au fonds de verser rapidement à l'intéressé les montants retenus à tort, ceci afin d'éviter toute publicité inutile et d'éviter que la direction générale « Contrôle des lois sociales » ne doive dresser procès verbal pour la violation de la loi pour la protection de la rémunération. »

(*En néerlandais*) Par ailleurs, la CCT du secteur de la construction signée par le ministre l'an dernier souligne également ces irrégularités.

09.04 **Peter Vanvelthoven**, ministre (*en néerlandais*) : Il est tout à fait exagéré de prétendre que mes services n'ont commencé à agir qu'après les questions du Vlaams Belang. Je viens de présenter la chronologie des interventions de mes services. À l'occasion de la plainte, l'administrateur général a demandé aux partenaires sociaux d'examiner le dossier. J'ai moi-même demandé au président du CNT de rectifier les irrégularités éventuelles dans les CCT en concertation avec les partenaires sociaux.

Je souhaiterais également aborder brièvement le soi-disant passif historique. Il s'agit d'une quantité de CCT qui n'ont pas été déclarées contraignantes et notamment des deux CCT dont il est question ici. J'ai demandé l'examen de ce dossier. M. D'Haeseleer cite également deux règlements d'ordre intérieur. Ceux-ci n'arrivent même pas jusqu'au ministre ! Pour les nouvelles CCT, un contrôle renforcé est d'application depuis 2005 et est le seul facteur qui doit être pris en considération. (*Agitation sur les bancs du Vlaams Belang*)

09.05 **Guy D'haeseleer** (Vlaams Belang) : L'agacement du ministre prouve que le bât blesse réellement. La citation extraite du courrier du directeur général date du 12 janvier 2007. Celui-ci affirme qu'il n'y a aucun contrôle. La responsabilité du ministre est accablante dans ce dossier. Il assure une protection aux pies voleuses des syndicats ! Démissionner est la seule attitude acceptable. Le Vlaams Belang épluchera ce dossier dans les moindres détails et poursuivra les responsables des syndicats jusqu'au remboursement du dernier cent ! (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang*)

L'incident est clos.

10 **Question de M. Guido De Padt au secrétaire d'État aux Entreprises publiques, adjoint à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation, sur "le fait que La Poste et l'Unizo ont présenté leurs excuses à 40.000 commerçants" (n° P1878)**

10.01 Guido De Padt (VLD) : La Poste doit envoyer 40.000 lettres d'excuses à des commerçants qui ont reçu précédemment un courrier étrange leur indiquant qu'un ami " qui leur voulait du bien " disposait d'informations confidentielles sur la concurrence et qu'il lui communiquerait davantage d'informations à ce sujet quelques jours plus tard. Ce pli de La Poste n'a guère été apprécié des destinataires. Ces pratiques me paraissent également étranges de la part d'une entreprise publique.

Un organe contrôle-t-il la communication à La Poste? Quel est le coût généré par l'envoi des lettres d'excuses ? Les conséquences financières de ce type de bévues peuvent-elles être retenues sur la rémunération du CEO ?

10.02 Bruno Tuybens, secrétaire d'Etat (*en néerlandais*) : Je tiens à souligner que 25 % de la croissance du chiffre d'affaires de La Poste sont générés par le mailing direct. Dans le but de renforcer ce service, La Poste a envoyé un " *teaser* " aux commerçants dans le cadre d'une campagne publicitaire initiée en collaboration avec Unizo. Le but n'était évidemment pas de susciter un tel émoi.

J'ai déjà fait savoir à plusieurs reprises à La Poste, et je continuerai à le marteler, qu'elle doit améliorer l'analyse de l'impact généré par ses activités et actions de publipostage.

Le coût des lettres ne fait pas partie de la dotation. Depuis 2006, les critères de satisfaction des consommateurs font partie du calcul de la rémunération du CEO.

À la lumière de la libéralisation aveugle dirigée par l'Europe – qui est du reste loin de déplaire au parti de M. De Padt – La Poste doit évidemment se profiler et essayer d'assurer son avenir.

10.03 Guido De Padt (VLD) : Nous ne sommes absolument pas favorables à une libéralisation aveugle. Une entreprise libéralisée ne ferait d'ailleurs pas une chose pareille. La Poste est liée à l'État et si cette entreprise s'adonne à de telles pratiques, l'État en subit les répercussions.

L'incident est clos.

Le président : J'ai deux questions pour le ministre Flahaut mais il est retenu. Il est à Zeebrugge pour assister avec son homologue néerlandais au baptême de la frégate Léopold I^{er}. Hier à 18 h 55, il m'a adressé un courrier pour m'en faire part. Son nom ne figurait pas encore sur la liste des absences hier mais il y était à 10 heures ce matin. Je lui ai donc fait savoir que deux questions lui seraient adressées. Alors de deux choses l'une : soit vous acceptez que le ministre Demotte y réponde à sa place, soit vous ne l'acceptez pas et, dans ce cas, je dois prendre une décision.

10.04 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : La même situation se répète de semaine en semaine ! Quelle solution le président a-t-il à proposer ?

10.05 Pieter De Crem (CD&V) : Le ministre doit être présent. Faisons droit à la vérité. Lorsque je me suis entretenu avec le président, ce matin à 10 h 32, il n'a rien dit de l'absence du ministre. Le Règlement dispose que les obligations nationales ne présentant aucun lien avec l'ordre du jour européen, ne constituent pas des motifs valables d'absence à l'heure des questions. Je demande la suspension de la séance jusqu'à l'arrivée de M. Flahaut.

Le président : Je l'ai fait avertir en fin de matinée et je l'attends d'ici à la fin de la séance.

10.06 Pieter De Crem (CD&V) : Je m'efforce de contenir ma colère. Chaque semaine, je m'enquiers auprès du président de la présence de tous les ministres inscrits au tableau. Hier encore, le président m'a assuré que tel serait bien le cas. Or, il apparaît subitement que M. Flahaut se trouve à 109 km d'ici.

Je veillerai personnellement à ce que nous assistions tout à l'heure, dans cet hémicycle, au chant du cygne de M. Flahaut et qu'il ne soit plus jamais ministre. (*Tumulte*) J'exige qu'il soit présent et que le Règlement soit respecté!

Le président : Il y a eu des précédents, où il a été répondu à des questions orales en cours de séance,

parce que le ministre ne pouvait pas être présent sur-le-champ.

10.07 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Ce n'était dès lors possible qu'avec l'accord de l'auteur de la question. Or, ce n'est pas le cas aujourd'hui. La Chambre paie à présent le prix de la désignation de M. Flahaut. Le Vlaams Belang demande également une suspension de séance jusqu'à l'arrivée du ministre.

10.08 Pieter De Crem (CD&V) : Si M. Flahaut ne nous rejoint pas, la séance doit être levée ! Qu'il nous rejoigne par hélicoptère ! (*Agitation*)

10.09 Paul Tant (CD&V) : Le ministre est en Belgique et est dès lors tenu de rejoindre la Chambre. Le président était informé de la situation depuis ce matin et aurait immédiatement dû exiger la présence du ministre. Le fait que le président invoque des précédents ne se justifie pas car l'ensemble de ceux-ci emportaient l'adhésion des auteurs.

Le **président**: Je vais commencer par poursuivre l'heure des questions.

10.10 Muriel Gerkens (ECOLO) : Je trouve aberrant que ma question sur le respect des droits humains doive attendre la fin de l'inauguration d'une frégate ! Ceci dit, Monsieur le président, la moindre des choses eût été de demander à M. Flahaut à quelle heure il pourrait être présent.

10.11 Pieter De Crem (CD&V) (*en français*) : Cela dépend de l'hélicoptère !

11 Question de M. Koen Bultinck au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le manque de moyens destinés aux soins palliatifs" (n° P1875)

11.01 Koen Bultinck (Vlaams Belang) : Nous avons toujours dit que les moyens consacrés aux soins palliatifs sont insuffisants. Lors d'un colloque récent, le grand expert en la matière, le professeur Distelmans, l'a confirmé. Il a fustigé la politique suivie dans ce domaine et déclaré que la loi sur les soins palliatifs est une cosse vide. Tous les Belges y ont soi-disant droit mais les moyens manquent structurellement pour garantir ce droit.

En Flandre, il y a désormais deux fois moins de centres de jour et les cinq qui restent doivent leur survie aux fonds récoltés par l'opération *Kom op tegen Kanker* (Lutte contre le cancer). Selon le professeur Distelmans, il existe en cette matière un manque évident de vision et d'argent.

Que pense le ministre des déclarations de ce professeur ? Pourquoi des moyens supplémentaires n'ont-ils pas été dégagés pour les soins palliatifs pendant le contrôle budgétaire ?

11.02 Rudy Demotte, ministre (*en néerlandais*) : Je ne partage évidemment pas l'opinion du professeur Distelmans. Il part du constat que le gouvernement n'a pas dégagé les 19 millions d'euros que le secteur lui-même demande. Or le gouvernement a fait progresser très nettement ce dossier.

Il ressort d'une évaluation que la plupart des patients qui bénéficient de soins palliatifs souhaitent en définitive finir leurs jours à domicile et que les centres de jour ne constituent pas la panacée. Nous accordons dès lors la priorité aux soins à domicile. Nous avons supprimé le ticket modérateur pour les kinésithérapeutes. En 2007, nous en ferons de même pour les médecins et pour le forfait applicable aux infirmiers. Ces mesures représentent un budget de 3 millions d'euros. Les équipes multidisciplinaires se verront attribuer un montant supplémentaire de 1,5 millions, ce qui représente une augmentation de 30 %. Et en dépit de l'accent mis sur les soins à domicile, nous avons dégagé quelque 4 millions d'euros pour les remboursements de prestations hospitalières. Au total, nous atteignons environ la moitié des 19 millions demandés. Le professeur Distelmans exagère donc.

11.03 Koen Bultinck (Vlaams Belang) : Nous n'avons jamais nié que des initiatives ont été prises mais nous avons escompté un peu plus d'ambition de la part du ministre. Il se satisfait manifestement de moins de la moitié mais, en termes scolaires, c'est un zéro pointé. Dans une résolution du 11 mai 2006, le Sénat a demandé au gouvernement de planifier dans le temps la croissance des moyens. Ce planning n'a toujours pas été établi. Ce gouvernement a dégagé trop peu de moyens en faveur des soins palliatifs.

L'incident est clos.

Le **président** : L'heure des questions reste ouverte. M. Flahaut arrivera bientôt.

11.04 Pieter De Crem (CD&V) : Je demande une suspension.

Le **président** : Je peux accorder une suspension de dix minutes et je convoquerai éventuellement la Conférence des présidents.

11.05 Pieter De Crem (CD&V) : Une demande de suspension est toujours accordée.

Le **président** : Si un chef de groupe demande la suspension, elle est accordée, mais uniquement pour un temps limité. Aujourd'hui, notre ordre du jour est surchargé et il ne peut être question de suspendre la séance jusqu'à l'arrivée du ministre. Je vais suspendre la séance pendant dix minutes et je convoquerai la Conférence dans cinq minutes.

La séance est suspendue à 15 h 51.

Elle est reprise à 16 h 03.

Le **président** : Des ministres qui ne se sont pas excusés officiellement avant mercredi à 16 heures sont supposés pouvoir répondre pendant l'heure des questions.

12 Question de Mme Muriel Gerkens au ministre de la Défense sur "la plainte des réfugiés birmans contre TotalFina" (n° P1873)

12.01 Muriel Gerkens (ECOLO) : Hier, la Cour de cassation a, de nouveau, interrompu l'instruction de la plainte des réfugiés birmans contre TotalFina. On assiste ainsi à un nouvel épisode de notre incapacité à concrétiser la loi de compétence universelle.

Je rappelle la situation : en 2002, des réfugiés birmans ont déposé plainte en Belgique sur base de la loi de compétence universelle ; en 2003, la majorité a réduit la portée de la loi en demandant un rattachement à la Belgique. La Cour de cassation considéra qu'il n'y avait pas de rattachement, en l'occurrence. La Cour d'arbitrage a considéré notre loi comme anticonstitutionnelle. Nous avons modifié la loi et la Cour d'arbitrage a retransmis le dossier à la Cour de cassation, laquelle n'a pas statué. En janvier 2007, vous avez utilisé votre pouvoir d'injonction positive en demandant la rétractation de l'arrêt de la Cour de cassation, mais le ministère public a plaidé contre cette disposition en arguant qu'elle n'est possible qu'en faveur du prévenu, soit TotalFina.

Nous revoilà donc à la case départ, mais il semble que vous pouvez de nouveau utiliser votre pouvoir d'injonction positive en demandant que la plainte soit traitée à charge et à décharge. Comptez-vous le faire ?

12.02 André Flahaut, ministre (*en français*) : La décision de la Cour n'est intervenue qu'hier soir. J'ai demandé des informations et ne suis pas en mesure de vous répondre cet après-midi.

12.03 Muriel Gerkens (ECOLO) : Je suis déçue !

Que vous ne disiez pas comment vous allez agir, soit, mais j'espérais que vous alliez exercer votre pouvoir d'injonction pour que ce réfugié birman bénéficie du droit constitutionnel de déposer une plainte sur base de la loi de compétence universelle.

En outre, c'est la majorité qui a réduit la portée de cette loi en 2003. Vous avez donc une responsabilité politique dans ce dossier !

12.04 André Flahaut, ministre (*en français*) : J'agis dans la mesure du possible, et non dans la précipitation.

L'arrêt a été rendu hier soir ; la décision sera prise au moment venu.

12.05 Muriel Gerkens (ECOLO) : Vous devez intervenir avant que le gouvernement n'expédie les affaires courantes. Vous êtes-vous fixé un délai ?

12.06 André Flahaut, ministre (*en français*) : Je ne puis vous répondre aujourd'hui.

12.07 Muriel Gerkens (ECOLO) : J'aurais espéré que vous feriez tout avant la prochaine période de vacances, qui risque de ralentir le traitement du dossier.

12.08 André Flahaut, ministre (*en français*) : Je sais que nous serons en affaires courantes !

L'incident est clos.

13 Question de M. Pieter De Crem au ministre de la Défense sur "les activités des Forces armées" (n° P1874)

13.01 Pieter De Crem (CD&V) : Cette question aurait dû être posée il y a une heure, au moment de l'heure habituelle des questions.

La période des affaires courantes prendra cours après la dissolution des Chambres le 2 mai, et les partis mèneront alors leur campagne. Le ministre de la Défense utilise l'armée belge comme agence de publicité dans le cadre de sa campagne ; le service des relations publiques de l'armée organise en effet énormément d'activités en avril, mai et juin. Le 26 mars se tenait déjà une semaine de la santé à Nivelles. Le 15 avril, il y a le cyclocross de l'armée en Brabant wallon. Plus ou moins au même moment, le ministre patronne une activité du wing météo à Beauvechain. Le 25 mai, le service sportif de l'armée organise le challenge André Flahaut à Nivelles et une frégate jettera l'ancre dans cette même ville le 7 juin. Il est inacceptable que le ministre utilise l'armée belge pour faire sa propagande dans son arrondissement électoral. J'invite plus particulièrement le MR et le VLD à exprimer leur mécontentement. S'ils ne le font pas, ils se rendront complices de ces abus.

13.02 André Flahaut, ministre (*en français*) : Le fait même que j'existe au département de la Défense semble empêcher M. De Crem de dormir !

Effectivement, depuis huit ans, la Défense met ses moyens non-opérationnels à la disposition de la société civile, dans le cadre du rapprochement entre le département et le citoyen. C'est ce qu'on appelle « l'aide aux tiers », principalement en faveur des jeunes, des personnes handicapées ou d'associations poursuivant un but caritatif. Nous refusons toute participation à des opérations à caractère commercial.

Dans la plupart des cas, la Défense demande aux organisateurs de payer les frais variables. En d'autres termes, l'activité ne doit rien coûter au département. La gratuité peut être accordée lorsque l'activité poursuit un but spécifique en faveur des personnes handicapées ou des buts humanitaires et caritatifs. Ces activités doivent faire l'objet d'une demande officielle de tiers. Une étude de faisabilité et d'opportunité est systématiquement réalisée. Le dossier m'est ensuite soumis pour accord. Quand le dossier dépasse certains montants, il est visé par l'Inspection des Finances.

Ces documents sont disponibles et permettent de voir les utilisateurs, la répartition géographique et le retour image que cela avait provoqué. Vous constaterez qu'il y a un équilibre entre les différentes provinces, Régions et secteurs.

Est-ce que, parce que nous sommes en période électorale, toutes ces activités et ces relations avec les tiers doivent cesser dans toutes les provinces ? Il y a des activités auxquelles la Défense participe afin de valoriser l'image de la Défense et de favoriser le recrutement. Je suis responsable de l'organisation d'un grand prix cycliste au mois d'août qui porte aussi mon nom et qui dure depuis vingt-cinq ans. Je ne suis pour rien dans l'invitation au Cyclo qui démarre en Brabant wallon. Le Wing météo implanté à Beauvechain organise à l'occasion de son sixième anniversaire une sensibilisation à la météo. Mais cela n'a pas été

organisé à mon initiative. En ce qui concerne le challenge André Flahaut, il existe depuis une dizaine d'années. Quant à l'exposition « Frégates » à Nivelles, elle est organisée parce que Nivelles est la ville marraine de la frégate dont nous avons assuré la réception aujourd'hui.

J'espère que le bourgmestre d'Aalter que vous êtes aura la conscience professionnelle de communiquer à la commission des dépenses électorales toutes les activités qu'il organise dans sa région.

13.03 Pieter De Crem (CD&V) : Il m'a rarement été donné d'entendre une réponse aussi lamentable. La 'société civile' équivaut manifestement à la 'société PS'. La preuve nous en a été fournie. Le MR en ressent assurément un malaise mais n'ose pas réagir.

Le challenge André Flahaut et 'l'exposition frégate' sont organisés par le service des relations publiques de l'armée. Le ministre continue donc à se servir de l'armée comme d'une machine électorale pour le PS. À l'instar du MR, nous déposerons une plainte relative aux dépenses électorales auprès de la commission de contrôle. Dans le cas présent, des dépenses électorales sont en effet répercutées sur des tiers. Une telle situation est inacceptable.

L'incident est clos.

13.04 Melchior Wathelet (cdH) : Le Premier ministre s'était engagé, suite à une question d'actualité portant sur son livre, à ce que M. Somers nous fasse parvenir certaines informations. Nous n'avons encore rien reçu. Pouvez-vous rappeler au président d'Open-VLD l'engagement pris par le Premier ministre ?

Le **président** : Je m'adresserai au Premier ministre car je ne peux m'adresser au président d'un parti.

13.05 Pieter De Crem (CD&V) : Nous attendons nous aussi la réponse à la question relative à la brochure 8JV. Cette réponse nous avait été promise. Serons-nous donc contraints à provoquer chaque fois un incident ?

Le **président** : J'ignore si la réponse est disponible, mais l'engagement a été pris et il doit être tenu.

13.06 Paul Tant (CD&V) : L'article 124 du Règlement stipule que les membres peuvent poser des questions orales au gouvernement pendant une heure au début d'une séance de l'après-midi, de préférence le jeudi. Par conséquent, le Président doit veiller à ce que les questions soient posées au début de la séance. Sans l'autorisation de la Chambre, il ne pourra pas déroger à cette disposition pour faire poser ces questions au cours de la séance.

Le **président** : Il existe des précédents, mais peut-être ont-ils fait l'objet d'un consensus.

13.07 André Flahaut, ministre (*en français*) : Je serai sans doute absent quelques jeudis encore car je dois me rendre en Afghanistan et au Liban.

Le **président** : Quand la mission est officielle et qu'elle est communiquée à temps, les membres savent s'ils peuvent ou non poser une question au ministre.

13.08 André Flahaut, ministre (*en français*) : Deux courriers ont été envoyés par rapport à la manifestation de ce matin. La Conférence des présidents savait donc qu'une cérémonie avait lieu aujourd'hui à Zeebrugge. J'ai ensuite confirmé mon absence.

Le **président** : Pour ma part, je n'ai reçu qu'un seul courrier que j'ai immédiatement transmis aux services concernés qui l'ont réceptionné à 18 h 55. Le courrier annonçant votre absence s'est peut-être égaré. Si c'est le cas, je le dirai en séance plénière.

14 Ordre du jour

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 28 mars 2007, je vous propose de reporter le point 7 (n°s 2787/1 à 12), et d'inscrire à l'ordre du jour de la séance plénière de cet après-midi, les points suivants :

- la proposition de loi de Mme Camille Dieu et M. Jacques Germeaux modifiant les lois relatives à la

réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, en ce qui concerne la détermination du taux d'incapacité permanente des invalides après l'âge de 65 ans (n°s 1159/1 à 5);

- la proposition de loi de M. Herman De Croo modifiant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, en ce qui concerne les mandataires communaux et provinciaux (n° 2953/1);
- la proposition de loi spéciale de M. Herman De Croo modifiant la loi spéciale du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, en ce qui concerne les mandataires communaux et provinciaux (n° 2954/1);
- la proposition de loi de M. Philippe Monfils, Mme Talbia Belhouari, M. David Geerts et Mmes Hilde Vautmans et Brigitte Wiaux modifiant la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre ainsi que du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre et l'arrêté royal du 22 juin 1983 portant statut de reconnaissance nationale en faveur des membres du corps expéditionnaire pour la Corée afin de remplacer la date du 27 juillet 1953 par celle du 15 septembre 1954 dans le statut de reconnaissance nationale en faveur des membres du corps expéditionnaire pour la Corée (n° 2972/1);
- le projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (n° 2976/1);
- le projet de loi relatif à la publicité des participations importantes dans des émetteurs dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé et portant des dispositions diverses (n° 2963/1);
- le projet de loi portant abrogation de l'article 8 de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition, et modifiant l'article 121 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (n° 2964/1);
- le projet de loi portant modification de la loi du 20 juillet 1979 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives à certaines cotisations, droits, taxes et autres mesures, en exécution de la directive 2006/84/CE de la Commission du 23 octobre 2006 (n° 2977/1);
- le projet de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les indemnités octroyées à des artistes (n° 2994/1).

Je vous propose également d'ajouter la nomination du Président de la Commission de la protection de la vie privée (n° 3033/1).

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

15 Renvoi en commission

J'ai reçu un amendement n° 5 de Mme Vautmans et consorts à la proposition de loi de MM. Philippe Monfils et David Geerts, Mme Talbia Belhouari et M. Stef Goris modifiant la loi du 11 avril 2003 instituant un service volontaire d'utilité collective (n° 2967/1).

Je vous propose de renvoyer cet amendement en commission de la Défense nationale qui l'examinera aujourd'hui durant la séance plénière.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

15.01 Philippe Monfils (MR) : En effet, il s'agit d'un amendement purement technique, relatif à un article de la Constitution fixant le contingent militaire. Je souhaite que les membres de la commission de la Défense se réunissent immédiatement.

16 Ordre des travaux

16.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Le président a déclaré la semaine dernière que les informations relatives au livre 8JV seraient communiquées cette semaine. Le président peut-il dès lors veiller à ce que cet engagement soit respecté ?

Le **président** : Je ne puis qu'adresser un courrier au premier ministre. Je m'assurerai que l'engagement a été respecté. Si ce n'est toujours pas le cas, je réagirai de manière circonstanciée.

Projets et propositions

17 **Projet de loi modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre en ce qui concerne les contrats d'assurance maladie (2689/1-5)**

- **Proposition de loi relative à l'assurance complémentaire soins de santé (266/1-2)**

- **Proposition de loi visant à mieux encadrer l'utilisation des données personnelles de santé lors de la souscription d'assurance personne et à permettre l'assurabilité du risque décès des personnes exposées à un risque aggravé du fait de leur état de santé (2542/1-2)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

17.01 Pieter De Crem (CD&V) : La commission de la Défense nationale se réunit maintenant. Pourquoi le Règlement, qui prévoit que les commissions se réunissent le mardi et le mercredi, n'est-il pas respecté?

Le **président** : La commission se réunit pour examiner des améliorations d'ordre technique. La Chambre vient d'approuver cette procédure, et elle a les pleins pouvoirs pour le faire. Le texte dans son ensemble ne sera d'ailleurs examiné qu'à l'occasion d'une séance plénière ultérieure.

17.02 Paul Tant (CD&V) : Cette façon de travailler est inhabituelle. Le temps de nous en apercevoir et on a déjà décidé que la commission est convoquée, mais une procédure décisionnelle plus claire est, me semble-t-il, quand même de mise.

Le **président** : Tout s'est déroulé dans les règles. J'invite M. Tant à le vérifier dans le rapport.

17.03 Magda De Meyer, rapporteur : La commission de l'Économie a entamé la discussion de ce projet les 14 et 29 novembre 2006 et l'a terminée les 7, 13 et 21 mars 2007. Nous avons organisé de larges auditions avec le professeur Claessen de la KULeuven, Test-Achats, les mutualités, les assurances, la commission des Assurances, la CBFA, le Centre pour l'égalité des chances, le *Vlaams Patiëntenplatform* et Assuralia.

Le ministre de l'Économie a souligné l'importante dimension sociale de ce projet. L'assuré obtient la garantie de bénéficier toute sa vie de son assurance hospitalisation individuelle. De plus, cette garantie s'applique désormais aussi au partenaire et aux enfants, même si un membre de la famille contracte une maladie chronique ou devient handicapé. Cette couverture à vie est en outre garantie à toute personne bénéficiant d'une assurance de groupe. Le travailleur amené à quitter l'entreprise et perdant dès lors le bénéfice de l'assurance de groupe, a le droit de la poursuivre à titre individuel. Cela vaut également pour le partenaire et pour les enfants, en cas de divorce ou lorsque les enfants mènent une vie autonome.

Le projet de loi a fait l'objet de longues discussions. Mmes Creyf, Lalieux et Baeke surtout ont participé aux débats. Après les auditions, de nombreux amendements ont été formulés, dont un grand nombre ont été adoptés.

Le projet amendé a été adopté par 9 voix et 2 abstentions. (*Applaudissements*)

17.04 Simonne Creyf (CD&V) : Il s'agit d'un projet très important. Le ministre le qualifie même de projet le plus social et le plus engagé de toute la législature. Le projet initial a effectivement évolué en ce sens après les auditions et les amendements.

En mars 2003, le CD&V avait déjà donné la première impulsion en vue d'une réglementation des assurances complémentaires soins de santé, lorsque j'avais déposé une proposition de loi à ce sujet. Hélas, le CD&V faisait déjà partie de l'opposition à l'époque. En commission des Affaires sociales, les socialistes étaient

totallement opposés à cette proposition, car ils considéraient que le fait de réglementer les assurances complémentaires constituait une menace pour l'assurance maladie obligatoire. Heureusement, ils ont entre-temps changé d'avis.

Plus de 4 millions de Belges disposent d'une assurance complémentaire soins de santé. Il n'existe aujourd'hui quasiment aucune réglementation en la matière. Le projet de loi tel qu'il a été amendé constitue donc certainement une avancée considérable sur deux points.

Premièrement, l'assurance maladie individuelle est prolongée à vie, tant pour le preneur d'assurance que pour les membres de sa famille.

Les assureurs ne pourront plus résilier ou adapter un contrat unilatéralement. L'assuré conserve toutefois le droit d'en demander l'adaptation. La police demeure également applicable à vie aux membres de la famille, même s'ils quittent le domicile. Les jeunes adultes atteints du cancer peuvent quitter le domicile familial s'ils le souhaitent.

Ce projet de loi fixe les conditions auxquelles la prime d'une assurance hospitalisation individuelle peut augmenter. Le prix peut être augmenté si les frais médicaux augmentent plus rapidement que l'indice des prix à la consommation. La CBFA et le centre fédéral d'expertise des soins de santé doivent toutefois donner leur consentement à cet effet.

Ce projet règle également l'assurance maladie complémentaire collective souscrite par le biais de l'employeur qui, souvent aussi, couvre les membres de la famille. Cette assurance expire en cas de départ à la retraite ou de perte de l'emploi. Lorsqu'un assuré souffrant de problèmes de santé souhaite poursuivre son assurance sur une base individuelle, la prime est souvent majorée excessivement. Le projet de loi interdit à présent les majorations de prime motivées par la situation médicale de l'assuré. Un examen médical ou un questionnaire médical est interdit. Une adaptation de la prime en fonction de l'âge reste possible mais peut être évitée par le versement d'une surprime pendant la durée du contrat collectif.

Il faut se réjouir de l'octroi du droit aux membres de la famille de poursuivre le contrat à titre individuel, même s'ils quittent le domicile et si le preneur d'assurance ne souhaite pas lui-même prolonger le contrat.

Ce projet de loi comporte de véritables avancées mais également des occasions manquées. Ainsi, il n'apporte aucune solution aux litiges relatifs à des symptômes préexistants. Il arrive que des assureurs ne soient pas disposés à payer certains coûts parce que des symptômes n'auraient pas été dévoilés au moment de la conclusion de la police. Une limite a cependant été prévue, dans la mesure où l'assureur peut toujours refuser de payer des frais si le diagnostic est posé dans les deux ans suivant la conclusion de la police et s'il peut démontrer que des symptômes étaient déjà apparus avant la conclusion du contrat. Une fois les deux ans écoulés, l'assureur ne pourra plus invoquer la préexistence de symptômes.

Ce règlement n'offre cependant aucune solution dans le cas, par exemple, de jeunes patients atteints d'un cancer et ayant déjà consulté, dans la majorité des cas, plusieurs médecins avant qu'un juste diagnostic soit posé. Dans l'hypothèse où ces patients auraient entre-temps conclu une assurance, on pourrait considérer, avec un peu de mauvaise volonté, que chaque consultation constitue une preuve de la préexistence de symptômes.

Le preneur d'assurance doit communiquer à l'assureur tous les risques qui lui sont connus. Pour un profane, il n'est cependant pas aisé d'évaluer les symptômes précis d'une affection. Au lieu de prendre les symptômes comme critère, il serait plus opportun de se fonder sur le diagnostic posé par un médecin.

Nous estimons également que le délai d'incontestabilité est trop long. Nous plaçons pour un délai d'un an. Certains membres de la majorité partageaient cet avis, mais l'existence d'accords au sein de cette dernière n'a pas permis de dégager une solution en ce sens.

La réglementation relative aux malades chroniques prévoit une période transitoire de deux ans. Après l'entrée en vigueur de la réglementation, les malades chroniques et les handicapés ne peuvent plus être refusés mais les frais supportés en raison de la maladie chronique ou du handicap peuvent néanmoins être exclus. Pour les anciens patients cancéreux, la situation est quasiment inchangée. La réglementation

transitoire doit être évaluée le 1^{er} octobre 2008 au plus tard.

Je déplore par ailleurs que le projet ne prévoie pas la garantie que les personnes à risque accru puissent s'assurer à un prix abordable.

Je regrette également que les frais médicaux encourus dans des hôpitaux spécialisés, tels que des centres de soins palliatifs, ne figurent pas dans la police. L'hospitalisation dans un centre spécialisé est souvent indispensable et nombre de patients ne se rendent pas compte qu'ils ne sont pas couverts par leur police.

La prolongation de l'assurance collective à titre individuel est prévue mais on ne sait pas exactement à quel prix.

Il faut par ailleurs déplorer que l'obligation d'information par l'assureur en ce qui concerne la possibilité de prolonger la police à titre individuel entre autres, ne soit pas prévue.

Une partie des assurances maladie privées ne ressortit pas au champ d'application de cette loi, comme les fonds de pension ou les assurances maladie complémentaires des mutuelles. Il semblerait que M. Demotte prépare un projet de loi pour résoudre ce problème mais ce projet n'a pas encore été soumis au Parlement. Cette situation est problématique. Les deux projets de loi doivent en effet entrer en vigueur en même temps. Qu'advient-il si le projet Demotte n'est plus adopté à temps ? La présente loi n'entrera-t-elle pas non plus en vigueur dans cette hypothèse ? Ce serait dommage car même s'il comporte de nombreuses lacunes, ce projet comprend des aspects intéressants qui doivent être appliqués quoi qu'il en soit.

La loi ne s'applique pas non plus aux contrats d'assurance maladie. Il s'agirait d'un nombre considérable de polices. Le ministre nous avait promis des chiffres. Peut-être peut-il encore nous les communiquer.

Nous avons décidé de nous abstenir. En votant oui, nous donnons en effet l'impression que la question de l'assurance-maladie complémentaire est réglée. Cette loi constitue un important pas en avant mais la route est encore longue. (*Applaudissements sur les bancs du CD&V*)

17.05 Karine Lalieux (PS) : Je remercie l'ensemble des personnes qui ont participé aux auditions à la Chambre.

L'assurance de bénéficier à vie de l'assurance hospitalisation complémentaire individuelle, même si l'on devient handicapé ou malade chronique — garantie qui s'étend au partenaire et aux enfants de l'assuré — constitue la dimension sociale de ce projet de loi, qui me paraît révolutionnaire.

La garantie à vie est assurée à toute personne bénéficiant d'une assurance groupe puisque le projet permet la continuation de l'assurance complémentaire à titre individuel à des conditions similaires. Le projet prévoit de sanctionner l'employeur qui manquerait à son devoir d'information des assurés et co-assurés.

Les associations de patients et de consommateurs demandaient depuis longtemps des améliorations substantielles en la matière.

Les personnes auditionnées ont beaucoup critiqué la praticabilité du projet initial. Les groupes PS et sp.a ont dès lors fourni un important travail de réflexion, et apporté plus de 22 amendements.

Nous regrettons que la notion de « symptôme » ait été préférée à celle, plus protectrice, de « diagnostic », dans la problématique des maladies préexistantes. Le travail de concertation a néanmoins permis de renforcer la protection de l'assuré par rapport au projet initial.

Mon groupe a été attentif au rôle de la CBFA et à l'objectivité des critères permettant de modifier le calcul de la prime, tout en s'assurant que ces modifications reposent sur des facteurs externes à la volonté de

l'assureur. Le Centre fédéral d'expertise des soins de santé assurera le rôle de contrepoids nécessaire.

Notre amendement relatif à la constitution d'une réserve de vieillissement n'a malheureusement pas été retenu dans le cadre du passage de l'assurance collective à l'assurance individuelle.

Afin que tous les assurés bénéficient de la même protection, un projet similaire relatif à l'assurance complémentaire souscrite auprès des mutuelles sera prochainement présenté à la commission compétente, permettant l'entrée en vigueur simultanée des deux projets.

L'évaluation de la mise en œuvre des nouvelles dispositions permettra d'y apporter, si nécessaire, des modifications — je pense ici à la notion de « symptôme ».

Nous nous réjouissons de voter ce projet de loi.

17.06 Anne-Marie Baeke (sp.a-spirit) : L'essentiel est de conserver un régime de sécurité sociale solide. Cette responsabilité incombe aux pouvoirs publics. Une assurance sociale obligatoire demeure l'instrument par excellence pour garantir l'accessibilité de tous au système et garantit la solidarité.

Or, dans les faits, de plus en plus de personnes disposent d'une assurance complémentaire. Le projet que nous examinons aujourd'hui tient compte de cette réalité et constitue un important pas en avant en ce sens qu'il assure une couverture à vie, qu'il garantit l'accès à l'assurance pour les malades chroniques et les personnes handicapées, qu'il règle l'indexation des primes et qu'il permet la reprise d'une assurance collective par une personne individuelle.

Il est important de se rendre compte du fait que ce projet ne constitue qu'une étape. Il est certainement perfectible en ce qui concerne l'accès des malades chroniques et des handicapés. L'utilité d'une telle assurance demeure limitée pour cette catégorie de personnes, car s'ils ne peuvent plus faire l'objet d'un refus de la part de l'assureur durant une période de deux ans, les frais qu'ils entendent récupérer dans le cadre de l'assurance ne peuvent pas découler d'une affection existante.

Le point de départ du raisonnement suivi par le gouvernement semble être qu'à l'avenir, tous les Belges souscriront de toute façon une assurance privée et que le problème ne sera donc que temporaire. C'est peut-être un peu trop optimiste. Nous devons prendre garde de ne pas, précisément, laisser sur le bord de la route les catégories les plus défavorisées. Les personnes qui font partie de ces catégories n'ont souvent pas les moyens de souscrire avec leur famille une telle police d'assurances et il est fréquent qu'elles n'aient pas un employeur qui leur offre une assurance de groupe.

Le présent projet de loi ne règle pas non plus suffisamment le problème de la maladie préexistante. La zone grise entre les symptômes et la maladie subsiste et l'assureur peut toujours invoquer des symptômes apparus au cours des deux années précédant la conclusion de la police pour dire que le preneur d'assurance était déjà malade au moment où il a signé la police. Or aucun profane ne peut prédire l'évolution d'une maladie, si anodine soit-elle.

C'est la raison pour laquelle il est nécessaire d'adapter l'article 5. Je me suis abstenue lors du vote en commission sur un amendement relatif à ce point présenté par Mme Creyf et les libéraux ont rejeté un amendement que Mme Lalieux et moi-même avons présenté. Aussi ai-je déposé avec Mme Lalieux une proposition de loi stipulant que seul doit être obligatoirement communiqué à l'assureur un diagnostic posé par un médecin. J'attends du prochain parlement qu'il réserve à cette proposition de loi le traitement qu'elle mérite.

Le présent projet de loi confère aux assurés de nombreux droits supplémentaires mais le sp.a considère que le boulot n'est pas terminé pour autant. Pour ce qui est de l'entrée en vigueur, ce projet est lié à un autre concernant les mutualités et les unions nationales de mutualités. La fin de la législature approchant à grands pas, le ministre se doit de faire en sorte que ce projet entre en vigueur à temps. *(Applaudissements sur les bancs du sp.a)*

17.07 Simonne Creyf (CD&V) : Mme Baeke émet à l'égard du projet les mêmes critiques que moi. A l'issue de plusieurs auditions, ce projet a été débattu en long et en large en commission. A cette occasion, Mme Baeke s'est abstenue lors du vote sur mon amendement. Et elle veut à présent déposer une proposition de loi pour apporter des correctifs au texte. J'avoue ne pas comprendre pourquoi ces correctifs n'ont pas été apportés en commission.

17.08 Anne-Marie Baeke (sp.a-spirit) : Je répète seulement les propos que j'ai déjà tenus en commission. Je me suis alors abstenue lors du vote sur l'amendement. Comme moi, Mme Creyf considère ce projet comme une avancée importante, un pas qu'il faut à présent franchir. Le sp.a entend parachever ce travail au cours de la prochaine législature. (*Applaudissements sur les bancs du sp.a*)

17.09 Marc Verwilghen, ministre (*en néerlandais*) : De tous les projets issus de cette législature, celui-ci revêt sans doute la plus forte connotation sociale – du moins pour ce qui concerne mes compétences ministérielles. Tous les orateurs s'accordent pour dire qu'il constitue un net progrès. J'admets aussi que des efforts supplémentaires doivent être consentis.

Ce projet comporte des mesures à forte incidence sociale. Désormais, l'assuré est certain de pouvoir bénéficier à vie de son assurance hospitalisation individuelle, même s'il apparaît en cours de contrat qu'il souffre d'une maladie chronique ou d'un handicap. De plus, la garantie est étendue à son partenaire et à ses enfants. Les personnes malades et handicapées bénéficieront désormais d'une assurance définitivement ancrée et les contrats relatifs à une assurance de groupe pourront aussi être prolongés. Cette mesure est favorable aux membres du personnel de l'entreprise qui a contracté l'assurance, mais aussi aux conjoints et aux enfants. Dorénavant, les avantages d'une assurance de groupe qui aurait été supprimée à la suite d'une faillite, d'une mise à la retraite ou d'un licenciement, seront maintenus.

(*En français*) Le projet s'applique au contrat d'assurance maladie complémentaire. L'assurance obligatoire n'est pas visée, mais nous espérons achever le travail législatif sous cette législature. Les assurances concernées sont celles relatives à l'hospitalisation, à l'incapacité de travail, à l'invalidité et au revenu garanti.

Avec ce projet, nous innovons au profit de tous les bénéficiaires de l'assurance maladie complémentaire, et en particulier des malades chroniques ou handicapés. Leur situation sera beaucoup plus favorable qu'auparavant.

(*En néerlandais*) J'ai transmis la question de Mme Creyf à Assuralia, qui estime que sur le marché belge, aucune prime d'assurance maladie – en ce compris les assurances hospitalisation – n'échappe au caractère « à vie ». Il existe en revanche l'assurance incapacité de travail liée à une assurance vie. Ces contrats doivent en principe être invoqués lorsqu'une personne tombe malade et n'est plus en mesure de payer sa prime d'assurance vie. À ce moment, la prime d'assurance vie serait prise en charge par l'assurance. Les assurances vie ne courent toutefois que jusqu'à l'âge de 65 ans. C'est pourquoi, selon Assuralia, de tels cas de figure seraient très limités, voire inexistants.

(*En français*) L'idée de Mme Lalieux, à savoir la réserve de vieillissement et sa portabilité, mérite d'être étudiée. Le temps nous manquait, et il y a un risque de hausse importante des primes. Lors de l'évaluation de la loi, on tentera d'apporter une solution à ce problème.

(*En néerlandais*) Je suis d'accord avec Mme Baeke qu'une attention particulière doit être accordée à plusieurs catégories vulnérables. Mme Creyf a également évoqué le problème du diagnostic et des symptômes. En l'occurrence, il conviendra de franchir une étape supplémentaire à l'avenir. J'espère que ce sera le cas lors de l'évaluation de la loi. Nous pourrons alors, chiffres réels à l'appui, évaluer combien de personnes peuvent bénéficier de l'avantage prévu dans ce projet de loi. (*Applaudissements*)

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2689/5)

L'intitulé en français a été modifié par la commission en « projet de loi modifiant, en ce qui concerne les contrats privés d'assurance maladie, la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre ».

Le projet de loi compte 4 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 4 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

18 Proposition de loi modifiant la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances en ce qui concerne la fusion par absorption des associations d'assurances mutuelles (2842/1-5)

Proposition déposée par: François Bellot, Thierry Giet, Dirk Van der Maelen, Annemie Roppe, Alfons Borginon, Melchior Wathelet

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

18.01 Anne-Marie Baeke, rapporteur : Je me réfère à mon rapport écrit.

18.02 François Bellot (MR) : L'égalité des chances, l'esprit d'entreprise, la liberté et la responsabilité, le respect du choix de chacun sont des valeurs chères à mon groupe. J'estime qu'elles doivent guider notre action parlementaire.

La loi de 1975 que nous souhaitons modifier régit les compagnies d'assurances et précise que ces dernières peuvent se créer sous trois formes : la société anonyme et la société coopérative (formes commerciales auxquelles s'appliquent les réglementations des sociétés commerciales) et l'association d'assurances mutuelles.

La particularité de cette dernière structure ne lui permet pas de s'ouvrir aisément au capital, son financement provenant quasi exclusivement des primes des membres. Il convenait de lui donner les mêmes outils que les entreprises d'assurances soumises au régime des sociétés commerciales et notamment d'y rendre applicable les règles du Code des sociétés en matière de fusion-absorption.

C'est pourquoi notre proposition rend applicable à la fusion par association d'assurances mutuelles le livre XI du Code des sociétés, moyennant certaines adaptations rendues nécessaires par l'organisation même des associations d'assurance mutuelle.

Notre souci a été de remédier à une inégalité entre les entreprises d'assurance, pour garantir à toutes les mêmes outils juridiques pour se développer. Et une meilleure offre sur le marché des assurances profitera aussi aux particuliers.

Je trouve donc déplacés les procès d'intention de certains sur l'influence supposée du secteur. Il est évident qu'il convenait de consulter les premiers intéressés par la réforme, ni plus ni moins.

En conclusion, ce texte technique vise à mettre tous les acteurs du monde des assurances sur un pied d'égalité en ce qui concerne les fusions et absorptions. Je vous demande donc de le soutenir (*Applaudissements sur les bancs du MR et du VLD*).

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (2842/5)

L'intitulé en néerlandais a été modifié par la commission en « wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, wat de fusie door overneming van de onderlinge verzekeringsverenigingen betreft ».

La proposition de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

19 **Projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté française et la Région wallonne relatif à la gestion administrative et financière des coordinations provinciales pour l'égalité entre les femmes et les hommes (2920/1-2)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

19.01 **Danielle Van Lombeek-Jacobs**, rapporteur : Je renvoie à mon rapport écrit.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (2920/1)

Le projet de loi compte 3 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

20 **Projet de loi relatif à la répétibilité des honoraires et des frais d'avocat (2891/1-3)**
- Proposition de loi relative à la répétibilité des honoraires et des frais d'avocat (2618/1-2)

Transmis par le Sénat

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

20.01 **Walter Muls**, rapporteur: J'avais déposé à l'époque avec ma collègue Hilde Claes une proposition de loi à ce sujet. La proposition au contenu similaire déposée par les sénateurs Talhaoui et Koninckx a été adoptée par le Sénat, après concertation avec les deux ordres des avocats et après avoir été amendée par le gouvernement. Le projet a ensuite été adopté en commission de la Chambre.

20.02 Melchior Wathelet (cdH) : Je suis un ardent défenseur de la répétibilité des honoraires d'avocat.

À titre personnel, j'étais plus favorable à une répétibilité pure et dure, moyennant un barème des honoraires.

Une proposition raisonnable nous a été soumise par les représentants du Barreau, visant à augmenter de manière substantielle l'indemnité de procédure, en laissant une marge d'appréciation bien encadrée dans le chef du magistrat. Cette solution de compromis devrait satisfaire tout le monde. C'est la raison pour laquelle nous soutiendrons ce texte.

20.03 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : La Belgique est l'un des seuls pays européens où la non-répétibilité constitue encore la règle. La Cour de cassation souhaitait changer cette situation mais son arrêt a créé une insécurité juridique, car les juges y ont réagi différemment. Le projet est donc arrivé à son heure. Il a été examiné rapidement en commission car l'unanimité sur les grandes lignes était frappante et le Sénat avait déjà adapté profondément les projets initiaux de la ministre.

La ministre souhaitait initialement lier la répétibilité des honoraires aux barèmes, ce qui était exclu à nos yeux. L'avocat et le client doivent pouvoir déterminer librement un prix entre eux. Heureusement, la ministre a reconsidéré son point de vue après concertation.

Nous estimons logique et équitable que les personnes qui doivent faire appel aux services d'un avocat pour se faire dédommager des dommages résultant de la faute d'autrui ne doivent pas supporter elles-mêmes les coûts lorsqu'elles gagnent la procédure. En outre, grâce à la répétibilité, les parties n'entameront plus une procédure à la légère, ce qui sera un gage d'efficacité.

Étant donné qu'une tarification des honoraires n'est pas souhaitée, une répétibilité intégrale et illimitée des frais d'avocats ne se justifie pas davantage. Si la partie gagnante recourt aux services de l'avocat le plus cher du marché, il serait inéquitable de faire supporter ces frais à la partie qui succombe. C'est pourquoi il a été opté pour l'indemnité de procédure, c'est-à-dire une indemnisation de l'avocat de la partie adverse qui ferait partie des frais de justice.

Nous avons deux observations à formuler. La fixation du montant de l'indemnité de procédure majorée par arrêté royal soulève la question de savoir dans quelle mesure la partie qui succombe subira effectivement les conséquences. Il devra s'agir de montants substantiels pour que l'objectif du projet de loi soit atteint. Par ailleurs, le projet entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2008 mais nous avons privilégié la date du 1^{er} septembre, le début de l'année judiciaire. Nous soutenons néanmoins le projet. (*Applaudissements*)

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2891/3)

Le projet de loi compte 14 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 14 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

21 **Projet de loi organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales des greffiers de l'ordre judiciaire, les référendaires près la Cour de cassation, et les référendaires et juristes de parquet près les cours et tribunaux (2923/1-2)**

Transmis par le Sénat

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

21.01 **Sabien Lahaye-Battheu**, rapporteur : Je renvoie à mon rapport écrit.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2923/1)

Le projet de loi compte 17 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 17 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

22 **Projet de loi modifiant le Code judiciaire, notamment les dispositions relatives au personnel judiciaire de niveau A, aux greffiers et aux secrétaires ainsi que les dispositions relatives à l'organisation judiciaire (2922/1-2)**

Transmis par le Sénat

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

22.01 **Sabien Lahaye-Battheu**, rapporteur : Je renvoie à mon rapport écrit.

22.02 **Melchior Wathelet** (cdH) : Ce dossier a déjà fait l'objet de nombreuses discussions au Sénat et à la Chambre.

Il y a eu une certaine contestation quant au statut des greffiers, essentiellement en ce qui concerne la perspective de carrière de certains greffiers et la reconnaissance de leur niveau A. Nous aurions probablement préféré que le statut syndical soit d'abord accordé et qu'ensuite, sur la base de ce statut syndical, il y ait discussion pour peaufiner l'ensemble des statuts.

Ce projet est globalement positif. Nous soutiendrons ce texte, même si nous gardons certaines réserves. Une telle réforme nécessitera certainement à un moment donné un certain nombre d'adaptations et d'améliorations qu'on ne peut prévoir directement.

22.03 **Marie-Christine Marghem** (MR) : Ces projets concernent un ensemble de professions qui voient ainsi leur statut consacré par la loi. Si on peut approuver le but, on peut regretter la méthode. Le MR aurait souhaité que soit menée une réflexion de pure logique. Malheureusement, tel n'a pas été le cas.

En ce qui concerne les professions judiciaires non soumises au statut syndical de la loi de 1974, il semblait plus cohérent de régler cette question avant tout. Mais on a placé la charrue devant les bœufs. Quoi qu'il en soit, l'établissement d'un statut syndical pour ces professions était souhaitable, même si nous eussions préféré un timing plus adapté.

Plus fondamentalement, l'enjeu du projet réformant le statut de niveau A des professions judiciaires consiste à dessiner un statut à partir de professions existantes. A partir de ce matériau vivant, il fallait définir un

moule. Vous avez opté pour la création abstraite d'une fonction théorique sur papier, à appliquer aux personnes existant dans le cadre. La méthode est dommageable. Il aurait été préférable de tenir compte des expériences humaines particulières pour aboutir à un statut ajustable qui puisse tenir compte de la diversité des hypothèses de départ.

Concernant le traitement du dossier au parlement, je constate que, lorsque nous avons traité, il y a quelques mois, du statut du personnel judiciaire de niveau B à D, nous avons relayé en commission la crainte du terrain que ce statut ne serve, tel quel, de modèle au futur statut des greffiers. Vous aviez laconiquement répondu que ce texte ne visait pas les greffiers. Force est de constater qu'en réalité, nos remarques étaient pertinentes. Nous avons, à l'époque, taillé les costumes qui sont appliqués aujourd'hui aux greffiers et secrétaires, sans que ceux-ci aient été consultés. N'y a-t-il pas là un déni de démocratie ?

Ceci dit, ce texte est nécessaire pour les professions concernées et, donc, nous le voterons, quoique nous regrettions la méthode.

Nous recevrons bientôt le bulletin de nos actions par le biais des élections et il est important de relayer les préoccupations du terrain.

22.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Propos très électoraux !

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2922/1)

Le projet de loi compte 185 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 185 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

23 Projet de loi domaniale (2931/1-2)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

23.01 Luk Van Biesen, rapporteur : Je renvoie à mon rapport écrit.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2931/1)

Le projet de loi compte 3 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

24 **Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992 afin de les mettre en conformité avec certains principes du Traité instituant la Communauté européenne et de l'Accord sur l'Espace économique européen (2951/1-2)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

24.01 **Annemie Roppe**, rapporteur : Je renvoie à mon rapport écrit.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2951/1)

Le projet de loi compte 7 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 7 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

La séance est levée à 17 h 59. Prochaine séance ce jeudi 29 mars 2007 à 18 h 10.

De vergadering wordt geopend om 14.17 uur en voorgezeten door de heer Herman De Croo.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering: mevrouw Laurette Onkelinx

Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Ambtsplicht: Jo Vandeurzen

Gezondheidsredenen: Mohammed Boukourna en Alisson De Clercq

Familieaangelegenheden: Marie Nagy

Huwelijk: Véronique Salvi

Buitenslands: Pierre Lano

IPU: Geert Versnick

Vragen

01 **Vraag van mevrouw Maggie De Block aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de overtredingen begaan door prioritaire voertuigen" (nr. P1866)**

01.01 **Maggie De Block** (VLD): Bij dringende interventies moeten prioritaire voertuigen soms sneller rijden dan toegestaan. Er bestaat daaromtrent een rondzendbrief, die recent gewijzigd is.

De normale gang van zaken in dit soort gevallen is dat er een pv wordt opgemaakt en aan het parket bezorgd. Deze pv's worden zonder gevolg geklasseerd als het diensthoofd van de brandweer- of ambulancedienst bevestigt dat het om een dringende interventie ging.

Erg vervelend is wel dat de chauffeur van het prioritaire voertuig door de politie ondervraagd moet worden, bij de betrokkene thuis of op het politiekantoor. Kan dat niet vermeden worden?

01.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Ik heb het college van procureurs-generaal gevraagd om naar een oplossing te zoeken. Het college bekijkt of de gegevens over de dringende oproepen in elke provincie niet op één plaats gecentraliseerd kunnen worden. De politie zou dan telkens deze centrale kunnen raadplegen om na te gaan of het al dan niet om een dringende tussenkomst ging.

01.03 **Maggie De Block** (VLD): Het antwoord van de minister is bemoedigend. Ambulanciers hebben wel betere dingen te doen dan op het politiekantoor verklaringen te gaan afleggen.

Het incident is gesloten.

Verwelkoming van een Iraakse parlementaire delegatie

De **voorzitter**: Ik begroet de heer Moussa en de leden van de Iraakse parlementaire delegatie. Ze oefenen hun ambt uit in uiterst moeilijke omstandigheden. Zij verdienen onze oprechte hulde. (*Applaus op alle banken*)

Vragen (voortzetting)

02 **Vraag van mevrouw Marie-Christine Marghem aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de schending van het onderzoeksgeheim in het Excelsiordossier" (nr. P1865)**

02.01 **Marie-Christine Marghem** (MR): De burgemeester van Moeskroen wist dat er huiszoeken op til waren in verband met de financiering van Excelsior, een voetbalclub waarvan hij voorzitter was geweest. Die lekken in het kader van het onderzoek zouden afkomstig zijn van Waals minister Courard. Is het normaal dat een minister informatie openbaar maakt? Moet niet op de onschendbaarheid van het geheim van het onderzoek worden gewezen?

02.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Volgens de rechterlijke overheden werd geen informatie gelekt. Indien dat was gebeurd, zou ik natuurlijk een onderzoek hebben bevolen, ongeacht de functie van de betrokken personen. Het geheim van het onderzoek is een fundamenteel beginsel van onze democratie.

02.03 **Marie-Christine Marghem** (MR): Ik neem er nota van dat u alles in het werk stelt om het geheim van het onderzoek te verzekeren.

De betrokkene beweert evenwel dat hij op de hoogte was van die huiszoeken. We zullen de waarheid wellicht nooit achterhalen, maar als er gelekt werd, zijn er wellicht ook stukken verdwenen, wat het onderzoek belemmert.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van de heer Melchior Wathelet aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de arrestatie van Bahar Kimyongür in Nederland" (nr. P1867)**

03.01 **Melchior Wathelet** (cdH): Ik wil terugkomen op een ernstige aangelegenheid waarover al heel wat te doen was. Turkije had om de uitlevering van de heer Kimyongür verzocht, die werd veroordeeld wegens zijn lidmaatschap van de terroristische organisatie DHKP-C. België kon de heer Kimyongür echter niet uitleveren, omdat hij Belg is. Er doen geruchten de ronde dat België met Nederland de arrestatie van de heer Kimyongür op Nederlandse bodem zou hebben georganiseerd. Die thesis berust op de door de Nederlandse procureur verschaft informatie en werd kracht bijgezet door de geruchten over een ontmoeting tussen leden van uw kabinet en leden van de kabinetten van minister Dewael en de eerste minister, waarbij de arrestatie van de heer Kimyongür in Nederland en zijn latere uitlevering aan Turkije werd voorbereid.

Enkele maanden terug loochende u die feiten, maar de pers bracht onlangs nieuwe elementen aan het licht die die thesis schijnen te bevestigen.

Was er tijdens die vergadering met leden van het kabinet van de heer Dewael, het kabinet van de eerste minister en het uwe sprake van de uitlevering van de heer Kimyongür? Welke inlichtingen werden aan Nederland doorgespeeld?

03.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): De fascinatie van sommigen voor staatscomplotten werkt de verspreiding van geruchten in de hand.

Het verslag van het door de Comités P en I verricht onderzoek ligt ter beschikking van de parlementsleden van het begeleidingscomité van het Comité P en het begeleidingscomité van het Comité I.

De heer Kimyongür was een van de personen die in de gaten werden gehouden in het kader van de opsporing van Fehriye Erdal. België had er dus geen enkel belang bij dat hij zou verdwijnen! De gerechtelijke autoriteiten van Nederland moesten worden gewaarschuwd aangezien er was beslist bijzondere onderzoekstechnieken toe te passen die in dat land moesten worden voortgezet. De Comités P en I hebben geen aanmerkingen bij die contacten en evenmin aangaande de Staatsveiligheid, die de betrokkene in de gaten hield.

03.03 **De voorzitter** : Als voorzitter van het Comité P heb ik het door u vermelde rapport ontvangen. De leden van het Comité mogen het lezen zonder notities te maken. Ik bevestig al wat de minister zegt over het bestaan van die twee rapporten.

03.04 **Melchior Wathelet** (cdH): Wij hebben noch in het Comité P, noch in het comité I zitting.

De **voorzitter**: U bent raadgevend lid.

03.05 **Pieter De Crem** (CD&V): De minister moet antwoorden, niet de voorzitter.

De **voorzitter**: Ik heb alleen gezegd dat het rapport al weken beschikbaar is. Ik beslis trouwens over de wijze waarop het rapport wordt bekendgemaakt, niet de minister.

03.06 **Melchior Wathelet** (cdH): Een regering levert haar eigen onderdanen niet uit. Maar waarom hebben diverse ministers verklaard dat ze zou uitgeleverd worden, indien ze teruggevonden werd?

Heeft u Nederland verwittigd dat de heer Kimyongür zich op Nederlands grondgebied bevond en dat hij opgespoord diende te worden? Werden de Nederlandse autoriteiten op de hoogte gesteld van het internationaal aanhoudingsbevel tegen de betrokkene en zijn mogelijke uitlevering aan Turkije?

03.07 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Uw fractiegenoot die het dossier ingekeken heeft of dat nog zal doen, kan u alle elementen van dat dossier bezorgen.

03.08 **Melchior Wathelet** (cdH): Ik begrijp dat u me vandaag niet kan antwoorden. Ik zal u in de commissie ondervragen opdat u me dan alle gegevens kan verstrekken. Indien België die persoon niet naar Nederland heeft willen overbrengen, moeten die geruchten gestopt worden.

Het incident is gesloten.

04 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Servais Verherstraeten** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het Federaal Aanspreekpunt Internationale Kinderontvoeringen" (nr. P1868)

- de heer **Benoît Drèze** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het Federaal Aanspreekpunt Internationale Kinderontvoeringen" (nr. P1869)

04.01 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Ook na echtscheiding hebben de ouders het fundamentele recht hun kinderen te zien en mee op te voeden. In een geglobaliseerde wereld nemen de problemen met grensoverschrijdende contacten tussen ouders en kinderen, en bijgevolg ook de kinderontvoeringen, verontrustend snel toe. Het federale contactpunt dat hiervoor op 27 januari 2005 werd opgericht, biedt eerstelijnszorg, verwijst door, behandelt individuele dossiers en biedt psychologische en financiële

ondersteuning.

Uit de beleidsnota's van de minister blijkt dat er in 2005 125 nieuwe dossiers waren, in de eerste negen maanden van 2006 tachtig. Er waren per jaar minstens honderd telefoons en zestig e-mails. Bij de oprichting van het contactpunt werden twee psychologen, zes juristen en drie gegradueerden in de rechten in dienst genomen.

In *Le Soir* stond onlangs echter dat een vzw zijn beklag doet over het contactpunt: het zou niet bereikbaar zijn, het onthaal zou ondermaats zijn en men zou niet aan preventie doen. Bijstand zou beperkt blijven tot justitieaspecten en zou niet worden gegeven inzake buitenlandse kwesties. Psychologen zouden vertrokken zijn en niet vervangen.

Zijn die klachten terecht? Waarom is de dienst moeilijk bereikbaar? Hoe is de dienst samengesteld? Hoeveel dossiers werden geopend en opgelost? Hoe verloopt de samenwerking met Buitenlandse Zaken? Wat gebeurt er inzake preventie?

04.02 Benoît Drèze (cdH): De tragedie van de ontvoering van kinderen door hun ouders (in België alleen al 400 ontvoeringen per jaar) moet de overheid ertoe aanzetten om er hard tegen op te treden.

De disfuncties waarover de kranten het hadden, doen afbreuk aan de hoge verwachtingen die in het meldpunt gesteld werden. Dat meldpunt werd in 2005 opgericht onder meer om de slachtoffers psychologisch te begeleiden.

Wat denkt u van die disfuncties? Welke maatregelen zal u treffen?

04.03 Minister Laurette Onkelinx (*Frans*): We zouden de leden van het Federaal Aanspreekpunt misschien kunnen horen in de commissie voor de Justitie, want vanuit mijn administratie hoor ik heel andere geluiden over de werking ervan.

Er is sprake geweest van botsende karakters: een aantal psychologen hebben beslist uit het team te stappen. Wij werven nu psychologen en een jurist aan.

Wij willen het Aanspreekpunt professionaliseren via een protocolakkoord tussen het College van Procureurs-generaal, de FOD Buitenlandse Zaken, Child Focus en het Federaal Aanspreekpunt. Voorts willen we een hele reeks landen ertoe brengen overeenkomsten te ondertekenen over ontvoeringen.

Wij maken nu de balans op van het gebruik van het oproepnummer, dat de jongste tijd niet vaak meer gebeld wordt.

Ik zal de vzw SOS Ouderlijke Ontvoeringen vragen mij haar standpunt uiteen te zetten, en dan zouden we een hoorzitting kunnen organiseren in het Parlement.

04.04 Servais Verherstraeten (CD&V): De minister bevestigt dat er interne problemen zijn en dat de dienst professioneler moet werken, maar in de beleidsnota's heb ik daar niets over gelezen. Toen ik het contactpunt daarnet zelf opbelde, nam alvast niemand op. De slechte werking is een slag in het gezicht van mensen die al genoeg psychologisch lijden te verwerken hebben. Dat een dienst wordt opgericht die niet goed werkt en onderbemand is, is typisch voor het aankondigingsbeleid van paars. De ouders worden ronduit in de steek gelaten.

04.05 Benoît Drèze (cdH): Als de psychologen meer dan een jaar geleden zijn vertrokken, moeten ze worden vervangen. Ze spelen immers een cruciale rol.

Om 16 uur ontvangen mevrouw Milquet en ikzelf vertegenwoordigers van de vereniging 'SOS-rapts parentaux'; kan een lid van uw kabinet die ontmoeting bijwonen? Zo niet zullen we u informeren over onze werkzaamheden, opdat snel verbeteringen zouden kunnen worden aangebracht.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Hendrik Bogaert aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de meerwaardebelasting op beleggingsfondsen" (nr. P1870)

05.01 Annemie Roppe (sp.a-spirit): Gisteren stonden in de commissie Financiën heel wat vragen op de agenda, onder meer deze vraag van collega Bogaert. Hij was echter afwezig. Het verwondert mij dat zijn vraag nu in het plenaire vragen uur aan bod komt. Is dit wel de juiste gang van zaken?

De **voorzitter**: Indien de CD&V-fractie deze vraag opnam in haar quotum van mondelinge vragen, is er geen bezwaar.

05.02 Hendrik Bogaert (CD&V): Ik was gisteren niet in de commissie aanwezig omdat ik de begrafenis van een oud-schepen van mijn gemeente wilde bijwonen.

Mijn vraag betreft de belasting op het spaarvarken. Premier Verhofstadt kwam aan de macht in 1999 en beloofde het land te hervormen. Dat gebeurde niet. De werkgelegenheidsgraad is nog steeds veel te laag en dat heeft zijn impact op de senioren. De vergrijzing zorgt voor budgettaire problemen en die werden niet opgelost. Het Zilverfonds is immers een lege doos. Daarom zullen steeds meer senioren hun spaarcenten moeten aanspreken om hun pensioen aan te vullen.

Op 1 januari 2008 gaat echter de nieuwe meerwaardebelasting op beleggingsfondsen in. Dit is eigenlijk een vorm van vermogensbelasting. Tegelijk vermindert de regering de uitstaptaks die ze eerder zelf verhoogde van 0,5 naar 1,1 procent en die ze nu terugschroeft naar 0,5 procent. Is minister Reynders voor of tegen die meerwaardetaks?

05.03 Minister Didier Reynders (Nederlands): Ik kan daar heel kort over zijn: ik ben tegen die taks, maar dit moet worden besproken bij de voorbereiding van de begroting 2008. Bovendien wil ik erop wijzen dat de regering een aantal positieve maatregelen nam inzake pensioenen en spaargeld. De belastingvermindering voor de derde pijler wordt in 2008 opgetrokken tot 810 euro.

Bovendien organiseerde ik vandaag een task force met de Nationale Bank, de CBFA, Febelfin en Euroclear om nieuwe maatregelen te ontwikkelen ter stimulering van de financiële instellingen in België. Dit is een sector die 140.000 mensen werk verschaft en die jaarlijks goed is voor 5.000 aanwervingen, dankzij ons goede beleid. Er is immers vandaag meer geld in België, onder meer dankzij de eenmalige bevrijdende aangifte. Er is een zeer positieve evolutie inzake *private banking* en het aanbieden van pan-Europese pensioenfondsen.

05.04 Hendrik Bogaert (CD&V): Minister Reynders is tegen de nieuwe taks, maar die is wel goedgekeurd. Minister Reynders organiseert een rondreis door Vlaanderen met de boodschap: "Ik wil wel, maar alles is de schuld van de PS". Hij diende deze taks tegen te houden in het kernkabinet in plaats van zich te schikken naar de PS. Dit is een slag in het gezicht van alle spaarders.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Monica De Coninck aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de tijdelijk geregulariseerden" (nr. P1871)

06.01 Monica De Coninck (sp.a-spirit): Verenigingen van mensen zonder papieren protesteerden de laatste jaren geregeld in verband met dossiers van geïntegreerde vreemdelingen die desondanks niet werden geregulariseerd. In het OCMW van Antwerpen merkt men de eerste tekenen van een nieuw beleid inzake tijdelijke regularisatie onder voorwaarden, waar wij principieel niet tegen zijn. De voorwaarden betreffen kennis van de taal, voorzien in het eigen levensonderhoud, zich integreren en werk vinden. Sinds oktober 2006 werden 260 nieuwe steunaanvragen ingediend.

Wanneer echter gaan de opgelegde voorwaarden in? Is dat bij de toekenning van de tijdelijke regularisatie of bij de verlenging van de tijdelijke toestemming tot verblijf?

06.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): De toekenning van een verblijfstitel kan afhankelijk gemaakt worden van voorwaarden. Soms moeten die vooraf worden ingevuld, zoals bijvoorbeeld het beschikken over een geldige reispas. Soms worden in de verblijfstitel voorwaarden opgenomen waaraan later moet worden voldaan, zoals het vinden van werk en geen strafbare feiten plegen. Het is evident dat de evaluatie van een en ander gebeurt wanneer de initieel toegekende verblijfsvergunning verstrijkt.

06.03 **Monica De Coninck** (sp.a-spirit): Dit is een duidelijk antwoord. Ik hoop dat men bij de verlenging het vervullen van de voorwaarden dan ook effectief controleert.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van de heer Jean-Claude Maene aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het verslag van de federale ombudsmannen en de Dienst Vreemdelingenzaken" (nr. P1872)**

07.01 **Jean-Claude Maene** (PS): De federale ombudsmannen hebben hun rapport voor 2006 voorgesteld. Eens te meer komt de Dienst Vreemdelingenzaken hieruit naar voren als de federale administratie waar zich de meeste problemen voordoen.

In de commissie voor de Binnenlandse Zaken hebben we erop aangedrongen dat het College van ombudsmannen het beheer van de gesloten centra onder de loop zou nemen.

Wat is uw eerste reactie op dat rapport?

07.02 Minister **Patrick Dewael** (*Frans*): Ik zal de aanbevelingen van de ombudsmannen laten onderzoeken. De commissie voor de Binnenlandse Zaken heeft de aanzienlijke inspanningen die werden geleverd, besproken. Diverse wetswijzigingen werden doorgevoerd. Er werden bindende behandelingstermijnen bepaald, evenals een precies kader dat in de wet werd vastgelegd teneinde te voorkomen dat verblijfsaanvragen worden ingediend louter om tijd te winnen. Er blijft een zekere achterstand bestaan.

De cijfers zijn vrij bemoedigend, maar er blijft nog een lange weg af te leggen.

07.03 **Jean-Claude Maene** (PS): Ik wil nog even uw aandacht vragen voor de opmerking van de ombudsmannen, die voorstellen de staatlozen die wachten op een beslissing betreffende hun aanvraag tot verblijfsvergunning een voorlopige verblijfstitel uit te reiken. We vragen u over die suggestie na te denken.

Het incident is gesloten.

08 **Vraag van de heer Gerolf Annemans aan de minister van Mobiliteit over "de coherentie van de visie op justitie binnen de federale regering" (nr. P1876)**

08.01 **Gerolf Annemans** (Vlaams Belang): Met een week vertraging kan ik nu dan toch minister Landuyt ondervragen over zijn recente boek. Het is zeker de moeite waard om dit boek te lezen, want het bevat een overzicht van alles wat de oppositie de voormalige en huidige minister van Justitie, Verwilghen en Onkelinx, hebben verweten en nog verwijten.

De minister maakt een aantal goede analyses - bijvoorbeeld het feit dat het gerecht geen misbruik mag maken van haar onafhankelijkheid om haar eigen modernisering onder de mat te vegen - en neemt zelfs een aantal voorstellen van het Vlaams Belang over, zoals de afschaffing van de wet-Lejeune. Als ik dat allemaal lees, vraag ik mij af hoe het er in de regering aan toe gaat. Minister Landuyt zit samen met de ministers Verwilghen en Onkelinx in de Ministerraad, waar de sp.a trouwens altijd akkoord is gegaan met de ene hervorming van justitie na de andere. Na acht jaar paars en twintig jaar sp.a aan het bewind, schrijft minister Landuyt nu een kritisch boek over justitie.

Wat is daarvan de bedoeling? Heeft hij daarover gesproken met minister Onkelinx? Zelf zegt ze dat ze geen tijd heeft om het boek te lezen, maar ze zou dat beter wel doen. Is dit het nieuwe sp.a-programma en zal dat door een volgende regering worden uitgevoerd? Of is dit een verkiezingsstunt en een sollicitatie om in de volgende regering minister van Justitie te worden?

08.02 Minister **Renaat Landuyt** (*Nederlands*): In het boek *Pro Justitia, het gerecht ontsnapt* geef ik mijn visie op justitie na twintig jaar ervaring als advocaat, parlementslid en minister. Het gaat om een structurele analyse, die aan sommigen al langer bekend is.

Ik benadruk erin dat er nood is aan een ruime consensus, als we de gerechtelijke achterstand en de problemen met de strafvervolgning willen oplossen. Deze visie wordt wel degelijk gedeeld door mijn partij. Ik uit helemaal geen kritiek op mijn collega's. Alles wat beslist is, moet namelijk nog een verlengstuk krijgen. Het is niet omdat ik mijn visie op de toekomst geef, dat ik niet akkoord ga met het huidige beleid. Soms hapert er ook iets aan de uitvoering van de beslissingen, omdat de onafhankelijkheid van het gerecht soms te veel vertaald wordt als onverantwoordelijkheid.

Ik begrijp dat de heer Annemans geïnteresseerd is in hoe het er in de regering aan toe gaat. Zoals dat hoort in een democratie hebben wij er respect voor de vrije meningsuiting. Wij zijn het niet altijd met elkaar eens, maar we proberen samen een akkoord te bereiken.

08.03 **Gerolf Annemans** (Vlaams Belang): De minister maakt zich er wat te goedkoop van af. Ik geloof niet dat dit boek enkel een visie op de toekomst is. Het is een probleem van geloofwaardigheid. De sp.a kan niet twintig lang jaar in de regering zitten om dan dergelijke fundamentele voorstellen af te doen als losse beschouwingen naar aanleiding van de verkiezingen. De minister en zijn partij zijn mee verantwoordelijk voor de traagheid van het gerecht en voor de mislukkingen van minister Onkelinx.

Vorige kiescampagne stelde de sp.a al voor om de wet-Lejeune af te schaffen. Het Vlaams Belang stelde hetzelfde al voor in de commissie-Dutroux. Vier jaar later stelt de minister opnieuw hetzelfde voor, maar hij heeft mijn motie die minister Onkelinx daartoe wilde aanzetten, nooit gesteund. Daarom is dit boek niet de moeite waard om te lezen.

Het incident is gesloten.

09 **Vraag van de heer Guy D'haeseleer aan de minister van Werk over "de illegale praktijken bij de Fondsen voor Bestaanszekerheid" (nr. P1877)**

09.01 **Guy D'haeseleer** (Vlaams Belang): De vakbondscel van het Vlaams Belang heeft omvangrijke illegale praktijken ontdekt bij de fondsen voor bestaanszekerheid. De vakbonden hebben jarenlang grote bedragen ingehouden op de uitkeringen en premies of betaalden die enkel uit aan vakbondsleden. De voorbije jaren werden zo tienduizenden werknemers bestolen door de vakbonden, die daarmee tientallen miljoenen euro hebben achtergehouden. Dergelijke maffiapraktijken zijn natuurlijk onaanvaardbaar.

Nog erger is dat de minister en zijn administratie op de hoogte waren, hoewel hij dat in de commissie Sociale Zaken van 20 maart nog ontkende. Hij beloofde toen enkel "dat hij de boodschap zou doorgeven aan de Nationale Arbeidsraad". De minister weet echter maar al te goed waarover het gaat en heeft zelfs getracht om deze feiten in de doofpot te steken, in plaats van de inspectiediensten een pv op te laten stellen. Dat is onaanvaardbaar voor een minister van Werk die lid is van een partij die beweert het op te nemen voor de kleine man.

Wij eisen dat er in alle dossiers onmiddellijk een rechtzetting komt en dat alle ingehouden bedragen worden teruggestort. Omdat wij echter niet te veel verwachten van de minister, zullen wij tegelijkertijd klacht indienen bij de inspectiediensten, met het verzoek om een pv op te stellen tegen iedereen die heeft meegewerkt aan deze wanpraktijken. Ik zal bovendien als kamerlid het Rekenhof om een onderzoek vragen. Ik ben ervan overtuigd dat wij nog maar het topje van de ijsberg zien.

De minister kan zichzelf niet handhaven in zijn functie. Hij zegt van niets te weten maar probeert tegelijkertijd het potje gedekt te houden. Dat is onhoudbaar. Hij moet onmiddellijk de gepaste conclusie trekken! (*Applaus van het Vlaams Belang*)

09.02 Minister **Peter Vanvelthoven** (*Nederlands*): Ofwel weet het Vlaams Belang niet wat fondsen voor bestaanszekerheid zijn, ofwel stelt de partij de zaken bewust verkeerd voor. De fondsen voor bestaanszekerheid zijn opgericht en worden beheerd door de sociale partners, dus door werkgevers én vakbonden samen. Zij zijn dus ook samen verantwoordelijk voor die fondsen en ze maken samen afspraken over de uitkeringen. De heer D'haeseleer doet hier nochtans uitschijnen alsof alleen de vakbonden over de uitkeringen gaan. Dat doet mij vermoeden dat het Vlaams Belang een andere agenda heeft. (*Rumoer bij het Vlaams Belang*)

De overheid bemoeit zich niet met het afsluiten van cao's. Wel verklaart de minister de afgesloten cao's algemeen bindend voor iedereen die in de sector werkt. Laat het duidelijk zijn dat onwettige praktijken niet worden geduld. (*Gelach van het Vlaams Belang*)

Dit gelach is voorbarig! Cao's moeten de wet respecteren. De eerste verantwoordelijkheid daarvoor ligt bij de sociale partners. Daarna wordt elke cao door mijn diensten gecontroleerd. Ik kan u verzekeren dat er al vaak cao's zijn teruggestuurd omdat ze onregelmatigheden bevatten. In 2005 is die controle bovendien nog versterkt. De cao's waarvan in deze zaak sprake is, dateren wel degelijk van voor 2005.

Elke klacht over onregelmatigheden wordt krachtdadig onderzocht. In deze zaak is dat ook gebeurd. Op 3 januari 2007 kregen wij de individuele klacht dat er 5 euro was afgehouden op een eindejaarspremie omdat de persoon in kwestie geen vakbondslid was. De klacht werd onmiddellijk onderzocht. Mijn diensten hebben de betrokken sector en het paritair comité meegedeeld dat de afhouding onwettig is en dat de cao onmiddellijk moet worden aangepast, zoniet wordt de algemene bindende verklaring ingetrokken. Ook moet de gedupeerde worden gecompenseerd. Er is dus snel en efficiënt opgetreden. (*Protest bij het Vlaams Belang*)

09.03 **Guy D'haeseleer** (Vlaams Belang): De minister probeert de feiten te minimaliseren door te zeggen dat het maar over één klacht gaat. Er is echter duidelijk sprake van verschillende wanpraktijken bij verschillende fondsen. De voorbije twee dagen heb ik vijftien mensen aan de telefoon gehad met klachten over hun fonds. In sommige gevallen wordt er tot 12 procent van het brugpensioen afgehouden!

De minister doet alsof er efficiënt is opgetreden, maar in werkelijkheid is hij pas in actie geschoten nadat onze partij de zaak heeft aangekaart in Senaat en Kamer en de pers erover heeft bericht.

De minister beweert dat de cao's worden gecontroleerd, maar ik betwijfel dat. Ik citeer nu uit een interne nota van de directeur-generaal Collectieve Arbeidsbetrekkingen aan de voorzitter van het paritair comité:

(*Frans*) "De bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst behoort tot wat wij het historisch passief noemen. Om de achterstand in te lopen en de cao's van dat historisch passief algemeen bindend te verklaren werd, met het akkoord van de Ministerraad, beslist de wettelijkheid van die categorie arbeidsovereenkomsten niet of slechts in zeer beperkte mate te controleren."

"Ik vraag u dit probleem in het paritair comité voor de onthaaldiensten ter sprake te brengen en het fonds de raad te geven de ten onrechte ingehouden bedragen snel aan de betrokkenen te storten, dit omodeloze publiciteit te vermijden en om te vermijden dat de algemene directie toezicht op de sociale wetten proces-verbaal moet opmaken wegens de schending van de wet betreffende de bescherming van het loon der werknemers."

(*Nederlands*) Bovendien heeft de minister vorig jaar nog een cao in de bouwsector ondertekend waarin die onwettigheden ook zijn opgenomen.

09.04 Minister **Peter Vanvelthoven** (*Nederlands*): Het is volslagen bij de haren getrokken te beweren dat mijn diensten pas na de vragen van het Vlaamse Belang in actie zijn geschoten. Ik heb zonet de chronologie van het optreden van mijn diensten geschetst. Naar aanleiding van de klacht heeft de administrateur-generaal

de sociale partners verzocht de zaak te onderzoeken. Zelf heb ik de voorzitter van de NAR gevraagd om met de sociale partners eventuele onwettigheden in de cao's recht te zetten.

Ik wil het ook nog even over het zogenaamd historisch passief hebben. Dat zijn stapels cao's die niet algemeen bindend zijn verklaard, waaronder de twee cao's waarover het hier gaat. Ik heb gevraagd dat te onderzoeken. De heer D'Haeseleer vermeldt ook twee huishoudelijke reglementen. Die komen niet eens tot bij de minister! Voor nieuwe cao's geldt sinds 2005 een strengere controle. Dát is wat telt. *(Rumoer bij het Vlaams Belang)*

09.05 **Guy D'haeseleer** (Vlaams Belang): De opwinding van de minister bewijst dat er wel degelijk iets aan de hand is. Het citaat uit de brief van de directeur-generaal dateert van 12 januari 2007. Hij zegt dat er niet wordt gecontroleerd. De minister draagt een verpletterende verantwoordelijkheid in dit dossier. Hij houdt de stelende eksters van de vakbonden een hand boven het hoofd! Ontslag nemen is de enige correcte houding. Het Vlaams Belang zal deze zaak tot op het bot uitzoeken en de verantwoordelijken bij de vakbonden op de hielen blijven zitten tot de laatste eurocent is terugbetaald! *(Applaus van het Vlaams Belang)*

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van de heer Guido De Padt aan de staatssecretaris voor Overheidsbedrijven, toegevoegd aan de minister van Begroting en Consumentenzaken, over "de verontschuldigungen van De Post en Unizo bij 40.000 handelaars" (nr. P1878)**

10.01 **Guido De Padt** (VLD): De Post moet 40.000 excuusbrieven sturen naar handelaars die eerder een vreemde brief hadden gekregen waarin vermeld stond dat de afzender – "een vriend die het goed meent" – geheime informatie over de concurrentie had en binnen enkele dagen meer zou laten weten. Dat schrijven van De Post is niet echt in goede aarde gevallen. Het lijkt ook mij toch maar een vreemde praktijk voor een overheidsbedrijf.

Bestaat er binnen De Post een orgaan dat de communicatie controleert? Wat is de kostprijs van de excuusbrieven? Kunnen flaters zoals deze worden verrekend in het loon van de CEO?

10.02 Staatssecretaris **Bruno Tuybens** (Nederlands): Ik wijs erop dat 25 procent van de omzetgroei van De Post uit direct mailing komt. Om deze dienst te versterken heeft De Post, in samenwerking met Unizo, bij wijze van reclamecampagne een *teaser* gestuurd naar de handelaren. Het was natuurlijk niet de bedoeling opschudding te veroorzaken.

Ik heb De Post al een aantal keren gezegd dat de effecten van hun activiteiten en mailings beter in kaart moeten worden gebracht en ik zal dat blijven doen.

De kostprijs van de brieven maakt geen deel uit van de dotatie. Sinds 2006 is de consumententevredenheid opgenomen in de berekening van het loon van de CEO.

In het licht van de door Europa gestuurde blinde liberalisering – waarvan de partij van de heer De Padt ook niet vies is – moet De Post zich vanzelfsprekend profileren en haar toekomst veilig proberen stellen.

10.03 **Guido De Padt** (VLD): Wij zijn helemaal niet voor een blinde liberalisering. Een geliberaliseerd bedrijf zou zo iets trouwens niet doen. De Post is gelinkt met de overheid en als zo een bedrijf zulke dingen doet, straalt dat af op de overheid.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Ik heb twee vragen voor minister Flahaut. Hij is weerhouden. Hij is namelijk in Zeebrugge en woont er de doop van het fregat bij Leopold I bij, samen met zijn Nederlandse collega van Defensie. Ik heb

gisteren om 18.55 uur een bericht van hem met die inhoud ontvangen. Op de afwezigheidstabel van gisteren stond hij nog niet, vanochtend om 10 uur was zulks wel het geval. Ik heb de minister vanochtend laten weten dat er twee vragen voor hem waren. Ofwel aanvaardt men dat minister Demotte de vragen beantwoordt ofwel aanvaardt men dat niet en dan moet ik een beslissing nemen.

10.04 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Het is iedere week van dat. Wat voor oplossing stelt de voorzitter voor?

10.05 Pieter De Crem (CD&V): De minister moet hier zelf zijn. De waarheid heeft haar rechten. Ik heb vanmorgen om 10.32 uur met de voorzitter gesproken en toen zei hij niets over de afwezigheid van de minister. Het staat in het Reglement dat binnenlandse afspraken die niets met de Europese agenda te maken hebben, niet gelden als excuus om bij het vragenuurtje afwezig te zijn. Ik vraag een schorsing tot minister Flahaut er is.

De **voorzitter**: Ik heb hem op het einde van de voormiddag laten verwittigen en verwacht dat hij in de loop van de zitting zal opdagen.

10.06 Pieter De Crem (CD&V): Ik probeer mijn woede te beteugelen. Week na week vraag ik de voorzitter of alle ministers die op de tabel staan ook werkelijk aanwezig zullen zijn. De voorzitter verzekerde mij ook gisteren weer van wel. Minister Flahaut blijkt nu plots op 109 kilometer hier vandaan te zijn.

Ik zal er persoonlijk voor zorgen dat de heer Flahaut hier straks zijn zwanenzang zal komen zingen en dat hij nooit meer minister wordt. (*Rumoer*) Ik eis zijn aanwezigheid en wil dat het Reglement wordt gerespecteerd!

De **voorzitter**: Er zijn precedents waarbij mondelinge vragen, wanneer de minister pas iets later kan aanwezig zijn, in de loop van de zitting worden beantwoord.

10.07 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Dat was dan alleen maar mogelijk met instemming van de vraagsteller. Dat is nu niet het geval. Vandaag zal de Kamer prijs betalen voor het aanstellen van Flahaut. Ook het Vlaams Belang wil een schorsing tot de minister er is.

10.08 Pieter De Crem (CD&V): De heer Flahaut moet naar hier komen of er is vandaag geen zitting meer! Dat hij dan per helikopter komt! (*Rumoer*)

10.09 Paul Tant (CD&V): De minister is binnenlands en hij moet dus naar de Kamer komen. De voorzitter wist dat al van in de voormiddag en had onmiddellijk zijn aanwezigheid moeten eisen. Dat de voorzitter zich op precedents beroept is onterecht, want die zijn allemaal met toestemming van de vraagstellers gebeurd.

De **voorzitter**: Ik zal nu eerst het vragenuurtje verder zetten.

10.10 Muriel Gerkens (ECOLO): Ik vind het allesbehalve normaal dat ik met mijn vraag over de eerbiediging van de mensenrechten moet wachten tot wanneer de plechtige ingebruikname van een fregat afgelopen is! Mijnheer de voorzitter, het minste wat u had kunnen doen, was vragen aan de heer Flahaut wanneer hij aanwezig kon zijn.

10.11 Pieter De Crem (CD&V) (*Frans*): Dat hangt af van de helikopter!

11 Vraag van de heer Koen Bultinck aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "het tekort aan middelen voor palliatieve zorgen" (nr. P1875)

11.01 Koen Bultinck (Vlaams Belang): Wij hebben altijd gesteld dat er te weinig middelen gaan naar de palliatieve zorg. Op een colloquium bevestigde de expert professor Distelmans onlangs die stelling. Hij gaf scherpe kritiek op het beleid en zei dat de wet op palliatieve zorgen een lege doos is. Elke Belg heeft er zagezegd recht op, maar er zijn structureel te weinig middelen om dat recht te garanderen.

De dagcentra in Vlaanderen zijn ondertussen gehalveerd en de vijf centra die overblijven, houden zich alleen overeind dankzij geld uit de actie *Kom op tegen Kanker*. Volgens de professor is er een duidelijk gebrek aan visie en aan geld.

Wat vindt de minister van de verklaringen van professor Distelmans? Waarom werden er tijdens de begrotingscontrole geen extra middelen uitgetrokken voor de palliatieve zorg?

11.02 Minister **Rudy Demotte** (*Nederlands*): Ik deel de mening van professor Distelmans uiteraard niet. Hij vertrekt van de vaststelling dat deze regering de 19 miljoen euro die de sector zelf vraagt, niet heeft vrijgemaakt. Toch zijn er belangrijke stappen gezet.

Uit een evaluatie is gebleken dat de meeste mensen die palliatieve zorgen ontvangen, uiteindelijk thuis willen sterven en dat de dagcentra dus niet alleen zaligmakend zijn. De thuiszorg is daarom onze prioriteit. We hebben het remgeld voor de kinesitherapeuten afgeschaft. In 2007 doen we hetzelfde voor de artsen en voor het forfait voor de verpleegkundigen. Deze maatregelen zijn goed voor 3 miljoen euro. De multidisciplinaire teams krijgen 1,5 miljoen extra, een stijging met 30 procent. En ondanks het accent op thuiszorg, hebben we toch niet minder dan 4 miljoen vrijgemaakt voor de terugbetalingen van ziekenhuisprestaties. Als we alles samen nemen, zitten we al aan ongeveer de helft van de gevraagde 19 miljoen. Professor Distelmans overdrijft dus.

11.03 **Koen Bultinck** (Vlaams Belang): Wij hebben nooit ontkend dat er initiatieven genomen zijn, maar we hadden van de minister toch meer ambitie verwacht. Blijkbaar is hij al tevreden met minder dan de helft, maar in schooltermen is dat een 'dikke buis'. In een resolutie van 11 mei 2006 heeft de Senaat aan de regering een tijdspad gevraagd voor de groei van de middelen. Dat tijdspad is er nog altijd niet. Deze regering heeft te weinig middelen vrijgemaakt voor de palliatieve zorgen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Het vragen uur blijft open. Minister Flahaut is nog op weg.

11.04 **Pieter De Crem** (CD&V): Ik vraag een schorsing.

De **voorzitter**: Ik kan een schorsing van tien minuten toestaan en eventueel de Conferentie van de voorzitters samenroepen.

11.05 **Pieter De Crem** (CD&V): Op een verzoek tot schorsing wordt altijd ingegaan.

De **voorzitter**: Als een fractieleider de schorsing vraagt, wordt die toegestaan, maar slechts voor beperkte tijd. We hebben vandaag een loodzware agenda, er kan geen sprake van zijn dat we schorsen tot aan de komst van de minister. Ik zal nu de zitting schorsen voor tien minuten en roep de Conferentie over vijf minuten samen.

De vergadering wordt geschorst om 15.51 uur.

De vergadering wordt hervat om 16.03 uur.

De **voorzitter**: Ministers die voor woensdag 16 uur niet officieel melden dat ze afwezig zullen zijn, worden geacht vragen te kunnen beantwoorden tijdens het vragen uur.

12 **Vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de minister van Landsverdediging over "de klacht van de Birmaanse vluchtelingen tegen TotalFina" (nr. P1873)**

12.01 **Muriel Gerkens** (ECOLO): Gisteren heeft het Hof van Cassatie het onderzoek naar de aanklacht van de Birmaanse vluchtelingen tegen de firma TotalFina opnieuw onderbroken. Zo blijkt nog maar eens hoe onmachtig we zijn de genocidewet handen en voeten te geven.

Ik schets even de situatie: in 2002 dienden Birmaanse vluchtelingen in België een aanklacht in op grond van de genocidewet. In 2003 kromp de meerderheid de draagwijdte van de wet in door te eisen dat er een band met België moest worden aangetoond. In het onderhavige geval oordeelde het Hof van Cassatie dat die band met België er niet was. Volgens het Arbitragehof was onze wet ongrondwettig. Daarop hebben we de wet gewijzigd, en het Arbitragehof heeft het dossier opnieuw overgezonden naar het Hof van Cassatie, dat geen uitspraak gedaan heeft. In januari 2007 heeft u dan gebruik gemaakt van uw positief injunctierecht en de intrekking van het arrest van het Hof van Cassatie gevraagd, maar het openbaar ministerie pleitte tegen die maatregel met het argument dat zoiets enkel kan in het voordeel van de beklaagde, in casu TotalFina.

We staan dus terug bij af. Ik meen evenwel dat u opnieuw gebruik kan maken van uw positief injunctierecht en kan vragen dat de aanklacht à charge en à decharge kan worden behandeld. Zal u dat ook doen?

12.02 Minister **André Flahaut** (*Frans*): Het Hof heeft pas gisterenavond uitspraak gedaan. Ik heb inlichtingen ingewonnen en kan u deze middag geen antwoord geven.

12.03 **Muriel Gerkens** (ECOLO): Dat is een teleurstelling!

Dat u niet zegt wat u zal ondernemen, tot daar aan toe, maar ik hoopte dat u uw injunctierecht zou aanwenden opdat die Birmaanse vluchteling gebruik zou kunnen maken van zijn grondwettelijk recht om een klacht in te dienen op grond van de genocidewet.

Bovendien is het de meerderheid die de strekking van die wet in 2003 heeft teruggedroschroefd. U heeft dus een politieke verantwoordelijkheid in dat dossier!

12.04 Minister **André Flahaut** (*Frans*): Ik doe wat ik kan, en ik ga niet overhaast tewerk. Het arrest werd gisterenavond geveld; de beslissing zal te gelegener tijd worden genomen.

12.05 **Muriel Gerkens** (ECOLO): U moet nu ingrijpen alvorens de regering enkel nog de lopende zaken afhandelt. Heeft u een termijn vooropgesteld?

12.06 Minister **André Flahaut** (*Frans*): Ik kan u vandaag geen antwoord geven.

12.07 **Muriel Gerkens** (ECOLO): Ik had gehoopt dat u alles zou kunnen afronden voor het einde van de volgende vakantieperiode, die de behandeling van het dossier zou kunnen vertragen.

12.08 **André Flahaut** (ECOLO): Ik weet dat de regering dan enkel de lopende zaken zal afhandelen!

Het incident is gesloten.

13 **Vraag van de heer Pieter De Crem aan de minister van Landsverdediging over "de activiteiten van de Krijgsmacht" (nr. P1874)**

13.01 **Pieter De Crem** (CD&V): Deze vraag had een uur geleden moeten kunnen worden gesteld, op het normale tijdstip van het vragenuur.

Na de ontbinding van de Kamers op 2 mei start de periode van lopende zaken en voeren de partijen campagne. De minister van Landsverdediging gebruikt voor zijn campagne het Belgisch leger als reclamebureau, want in april, mei en juni organiseert de dienst public relations van het leger opvallend veel activiteiten. Op 26 maart vond al een gezondheidsweek plaats in Nijvel. Op 15 april start de cyclocross van het leger in Waals-Brabant. In Bevekom patroneert de minister rond die tijd een activiteit van meteowing. Op 25 mei organiseert de sportdienst van het leger in Nijvel de wisselbeker André Flahaut en op 7 juni komt daar een fregat aan. Het kan niet dat de minister het Belgisch leger misbruikt om in zijn kieskring propaganda te voeren. Ik nodig in het bijzonder MR en VLD uit om hun ongenoegen te uiten. Anders zijn ze mee schuldig.

13.02 Minister **André Flahaut** (*Frans*): Alleen al mijn aanwezigheid in het departement Defensie schijnt de heer De Crem uit zijn slaap te houden !

Sinds acht jaar stelt Defensie inderdaad zijn niet-operationele middelen ter beschikking van het middenveld, in het kader van de toenadering tussen het departement en de burger. Dat wordt "hulp aan derden" genoemd, die vooral jongeren, gehandicapte personen en liefdadigheidsverenigingen ten goede komt. We weigeren onze medewerking aan commerciële activiteiten.

In de meeste gevallen vraagt Defensie de organisatoren de variabele kosten te betalen. Dat wil zeggen dat de activiteit het departement niets mag kosten. De hulp kan gratis worden verleend wanneer de activiteit een specifiek doel nastreeft ten voordele van gehandicapte personen of wanneer ze een humanitair en liefdadig oogmerk heeft. Met betrekking tot die activiteiten moet een officiële aanvraag door derden worden ingediend. Er gebeurt altijd een haalbaarheids- en een opportuniteitsstudie. Vervolgens wordt het dossier me voor akkoord voorgelegd. Wanneer het dossier bepaalde bedragen overschrijdt, wordt het door de Inspectie van Financiën geïnviseerd.

Die documenten zijn beschikbaar. Ze geven een overzicht van de gebruikers, van de geografische verdeling en van het effect op het imago van het leger. U zal vaststellen dat er een evenwicht bestaat tussen de verschillende provincies, Gewesten en sectoren.

Moeten alle activiteiten en betrekkingen met derden in alle provincies worden beëindigd omdat er verkiezingen in het verschiet liggen? Het departement Landsverdediging neemt aan bepaalde activiteiten deel om zijn imago te promoten en nieuw personeel aan te trekken. Ik organiseer een wielervedstrijd in augustus die naar mij is genoemd en die al 25 jaar plaatsvindt. Met de uitnodiging voor de veldrit in Waals-Brabant heb ik niets te maken. Naar aanleiding van zijn zestigste verjaardag organiseert de Meteowing in Bevekom een actie om het publiek met de meteorologie bekend te maken, echter niet op mijn initiatief. De Wisselbeker André Flahaut bestaat al een tiental jaar. De tentoonstellingen 'Fregatten' vindt plaats in Nijvel omdat die stad het meterschap heeft aanvaard van het fregat dat vandaag werd ingehuldigd.

Ik hoop dat u als burgemeester van Aalter genoeg beroepsethiek hebt om alle activiteiten die u in uw streek organiseert aan de commissie voor de verkiezingsuitgaven mee te delen.

13.03 Pieter De Crem (CD&V): Ik hoorde zelden dergelijk triestig antwoord. De 'société civile' staat duidelijk gelijk met de 'société PS'. Het bewijs is geleverd. Er zijn wel zure oprispingen bij de MR, maar die durft er niet tegen ingaan.

De wisselbeker André Flahaut en de 'exposition frégate' worden georganiseerd door de dienst public relations van het leger. De minister blijft het leger dus gebruiken als rekruteringsmachine voor de PS. Wij zullen zoals de MR een klacht indienen bij de controlecommissie betreffende de verkiezingsuitgaven. Het gaat hier immers over het aanrekenen van verkiezingsuitgaven aan derden. Dit is onaanvaardbaar.

Het incident is gesloten.

13.04 Melchior Wathelet (cdH): Naar aanleiding van een actualiteitsvraag over zijn boek had de eerste minister beloofd dat de heer Somers ons enige informatie zou bezorgen. Wel, we hebben nog niets ontvangen. Kan u de voorzitter van de Open VLD nogmaals aan de belofte van de eerste minister herinneren?

De **voorzitter:** Ik zal me tot de eerste minister richten, want ik kan me niet tot een partijvoorzitter wenden.

13.05 Pieter De Crem (CD&V): Ook wij wachten op het antwoord op de vraag over de brochure 8JV. Dat antwoord werd ons beloofd. Moeten wij dan telkens opnieuw een incident uitlokken?

De **voorzitter:** Ik weet niet of het antwoord er is, maar de belofte is gedaan, ze moet worden nagekomen.

13.06 Paul Tant (CD&V): In artikel 124 van het Reglement staat dat het vragenuurtje bij voorkeur plaatsvindt op donderdagnamiddag, bij het begin van de vergadering. De voorzitter moet de mondelinge vragen bijgevolg aan het begin laten stellen. Zonder toestemming van de Kamer kan hij daarvan niet afwijken en de vragen in de loop van de vergadering aan bod laten komen.

De **voorzitter**: Er zijn precedentes, maar daarover bestond misschien een consensus.

13.07 Minister **André Flahaut** (*Frans*): Ik zal waarschijnlijk nog een paar donderdagen afwezig zijn, want ik reis naar Afghanistan en naar Libanon.

De **voorzitter**: Als het om een officiële missie gaat die tijdig wordt aangekondigd, weten de leden of ze de minister al dan niet een vraag kunnen stellen.

13.08 Minister **André Flahaut** (*Frans*): Er werden twee brieven verzonden in verband met de plechtigheid vanochtend. De Conferentie van voorzitters was er dus van op de hoogte dat er vandaag een plechtigheid in Zeebrugge werd gehouden. Ik heb achteraf mijn afwezigheid bevestigd.

De **voorzitter**: Ik heb slechts één schrijven ontvangen dat ik onmiddellijk aan de betrokken diensten heb bezorgd. Ze hebben het om 18.55 uur ontvangen. De brief waarin u uw afwezigheid aankondigde, is misschien verloren gegaan. Indien dat het geval is, zal ik het in de plenaire vergadering zeggen.

14 Agenda

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 28 maart 2007, stel ik u voor punt 7 (nrs 2787/1 tot 12), te verdagen en op de agenda van de plenaire vergadering van deze namiddag volgende punten in te schrijven:

- het wetsvoorstel van mevrouw Camille Dieu en de heer Jacques Germeaux tot wijziging, wat de vaststelling van de graad van blijvende arbeidsongeschiktheid na de leeftijd van 65 jaar betreft, van de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970 (nrs 1159/1 tot 5);
- het wetsvoorstel van de heer Herman De Croo tot wijziging van de wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen, wat betreft de gemeentelijke en provinciale mandatarissen (nr. 2953/1);
- het voorstel van bijzondere wet van de heer Herman De Croo tot wijziging van de bijzondere wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen, wat betreft de gemeentelijke en provinciale mandatarissen (nr. 2954/1);
- het wetsvoorstel van de heer Philippe Monfils, mevrouw Talbia Belhouari, de heer David Geerts en de dames Hilde Vautmans en Brigitte Wiaux tot wijziging van de wet van 8 augustus 1981 houdende de oprichting van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van het koninklijk besluit van 22 juni 1983 houdende statuut van nationale erkentelijkheid ten gunste van de leden van het Expeditiekorps voor Korea, teneinde "27 juli 1953" te vervangen door "15 september 1954" in het statuut van nationale erkentelijkheid ten gunste van de leden van het Expeditiekorps voor Korea (nr. 2972/1);
- het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (nr. 2976/1);
- het wetsontwerp op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in emittenten waarvan aandelen zijn toegelaten tot de verhandeling op een gereglementeerde markt en houdende diverse bepalingen (nr. 2963/1);
- het wetsontwerp tot opheffing van artikel 8 van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen, en tot wijziging van artikel 121 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten (nr. 2964/1);
- het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 20 juli 1979 betreffende de wederzijdse bijstand inzake de invordering van schuldvorderingen die voortvloeien uit bepaalde bijdragen, rechten, belastingen en andere maatregelen, in uitvoering van de richtlijn 2006/84/EG van de Commissie van 23 oktober 2006 (nr. 2977/1);
- het wetsontwerp tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 inzake de vergoedingen toegekend aan kunstenaars (nr. 2994/1).

Ik stel u eveneens voor de benoeming van de Voorzitter van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (nr. 3033/1) in te schrijven.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus zal geschieden.

15 Terugzending naar commissie

Ik heb een amendement nr. 5 van mevrouw Vautmans cs op het wetsvoorstel van de heren Philippe Monfils en David Geerts, mevrouw Talbia Belhouari en de heer Stef Goris tot wijziging van de wet van 11 april 2003 tot instelling van een vrijwillige dienst van collectief nut (nr. 2967/1) ontvangen.

Ik stel u voor dit amendement naar de commissie voor de Landsverdediging terug te zenden die het vandaag zal bespreken tijdens de plenaire vergadering.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus zal geschieden.

15.01 Philippe Monfils (MR): Het gaat inderdaad om een louter technisch amendement met betrekking tot een artikel van de Grondwet tot vaststelling van het legercontingent. Ik wil dat de commissie voor de Landsverdediging onmiddellijk bijeenkomt.

16 Regeling van de werkzaamheden

16.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Vorige week zei de voorzitter dat de informatie over het boek 8JV deze week bezorgd zou worden. Kan de voorzitter er dan ook voor zorgen dat die belofte wordt nagekomen?

De **voorzitter**: Ik kan alleen naar de eerste minister schrijven. Ik zal nakijken of de belofte werd nagekomen. Als dat nog niet is gebeurd, dan zal ik daarop een gepast antwoord geven.

Ontwerpen en voorstellen

17 Wetsontwerp tot wijziging, wat de private ziekteverzekeringsovereenkomsten betreft, van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst (2689/1-5)

- Wetsvoorstel betreffende de aanvullende verzekering voor gezondheidsverzorging (266/1-2)
- Wetsvoorstel strekkende tot een betere begeleiding van het gebruik van de gezondheidspersoonsgegevens bij het aangaan van een persoonsverzekering en teneinde de verzekeraarbaarheid mogelijk te maken van het overlijdensrisico voor personen die een verhoogd risico lopen als gevolg van hun gezondheidstoestand (2542/1-2)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

17.01 Pieter De Crem (CD&V): De commissie Landsverdediging vergadert op dit moment. Waarom wordt het Reglement niet nageleefd, waarin wordt bepaald dat de commissies op dinsdag en woensdag samenkomen?

De **voorzitter**: De vergadering gaat over technische verbeteringen. De Kamer heeft dit net goedgekeurd en zij heeft de volle bevoegdheid. Het geheel wordt bovendien pas besproken tijdens een volgende plenaire vergadering.

17.02 Paul Tant (CD&V): Dit is een ongebruikelijke werkwijze. Tussendoor wordt snel afgesproken dat de commissie wordt samengeroepen, maar dit verdient toch een iets duidelijkere besluitvorming.

De **voorzitter**: Het is allemaal correct gebeurd. De heer Tant moet het maar eens nakijken in het verslag.

17.03 Magda De Meyer, rapporteur: De commissie Bedrijfsleven startte met de bespreking van dit ontwerp op 14 en 29 november 2006 en beëindigde ze op 7, 13 en 21 maart 2007. We hebben uitgebreide

hoorzittingen gehouden met professor Claessen van de KULeuven, Test-Aankoop, de mutualiteiten, de verzekeringen, de commissie Verzekeringen, de CBFA, het Centrum voor Gelijkheid van Kansen, het Vlaams Patiëntenplatform en Assuralia.

De minister van Economie beklemtoonde de sociale inslag van dit ontwerp. De verzekerde zal de garantie krijgen dat hij levenslang zijn individuele hospitalisatieverzekering kan behouden en dat zal ook gelden voor de partner en kinderen, ook als iemand van het gezin chronisch ziek of gehandicapt wordt. Die levenslange dekking geldt ook voor wie aangesloten is bij een groepsverzekering. Wie het bedrijf moet verlaten en zo het voordeel van de groepsverzekering verliest, heeft het recht om de verzekering individueel voort te zetten. Dat geldt ook voor de partner en kinderen in het geval van een scheiding of wanneer de kinderen zelfstandig gaan wonen.

Het ontwerp werd uitgebreid besproken. Het waren vooral de dames Creyf, Lalieux en Baeke die aan de debatten hebben deelgenomen. Na de hoorzittingen werden er heel wat amendementen geformuleerd en vele daarvan werden aangenomen.

Het geamendeerde ontwerp werd goedgekeurd met 9 stemmen voor en 2 onthoudingen. (*Applaus*)

17.04 **Simonne Creyf** (CD&V): Dit is een heel belangrijk ontwerp. De minister noemt dit zelf het meest sociale en geëngageerde project van de hele regeerperiode. Het oorspronkelijke ontwerp evolueerde inderdaad in die richting na de hoorzittingen en de amendementen.

De aanzet om de aanvullende verzekeringen voor gezondheidszorg te reglementeren, werd door de CD&V al in maart 2003 gegeven, toen ik daarover een wetsvoorstel indiende. Helaas zat de CD&V toen al in de oppositie. In de commissie Sociale Zaken waren de socialisten absoluut tegen dit voorstel, want het reglementeren van de aanvullende verzekeringen werd door hen gezien als een bedreiging voor de verplichte ziekteverzekering. Gelukkig zijn zij ondertussen van mening veranderd.

Meer dan 4 miljoen Belgen hebben een aanvullende gezondheidszorgverzekering. Op dit moment bestaat er nagenoeg geen reglementering over. Het geamendeerde wetsontwerp is dus zeker een hele stap vooruit op twee belangrijke punten.

Ten eerste wordt de individuele ziekteverzekering levenslang gemaakt, zowel voor de verzekeringnemer als voor zijn gezinsleden.

Verzekeraars zullen een contract niet meer eenzijdig kunnen opzeggen of aanpassen. De verzekerde behoudt wel het recht een aanpassing te vragen. De polis blijft ook levenslang lopen voor familieleden, ook als zij het huis verlaten. Jongvolwassen met kanker kunnen het ouderlijke huis verlaten als zij dat wensen.

Dit wetsontwerp legt voorwaarden vast waaronder de premie van een individuele hospitalisatieverzekering kan stijgen. De prijs mag worden opgetrokken als de medische kosten sneller stijgen dan de consumptie-index. De CBFA en het federaal kenniscentrum voor de Gezondheidszorg moeten daarvoor wel de toelating geven.

Ook regelt dit ontwerp de collectieve aanvullende ziekteverzekering via de werkgever, waarin de familieleden ook vaak zijn opgenomen. Bij pensioen of jobverlies loopt de verzekering af. Als een verzekerde met gezondheidsproblemen zijn verzekering individueel wil voortzetten, wordt de prijs vaak onaanvaardbaar hoog. Het wetsontwerp verbiedt nu premiestijgingen wegens de medische toestand van de verzekerde. Een medisch onderzoek of medische vragenlijst zijn verboden. De premie aanpassen aan de leeftijd blijft echter wel toegelaten. Dat kan worden vermeden door tijdens de duur van het collectieve contract een bijkomende premie te betalen.

Een goede zaak is dat ook de gezinsleden recht hebben op een individuele voortzetting van het contract, ook als zij het huis verlaten en ook als de werknemer zelf het contract zelf niet wenst te verlengen.

Er worden echte stappen vooruit gezet, maar er zijn ook gemiste kansen. Dit wetsontwerp brengt geen oplossing voor betwistingen bij vooraf bestaande symptomen. Het gebeurt dat verzekeraars bepaalde kosten niet willen betalen omdat symptomen die al aanwezig waren bij het afsluiten van de polis, zouden zijn verzwegen. Er komt wel een zekere beperking: als de diagnose wordt gesteld binnen de twee jaar na het afsluiten van de polis en als de verzekeraar kan aantonen dat er voor het afsluiten van het contract al symptomen waren, mag hij nog steeds weigeren te betalen; als de termijn van twee jaar is verlopen, mag de verzekeraar zich niet meer op vooraf bestaande symptomen beroepen.

Deze regeling is echter geen oplossing voor bijvoorbeeld jonge kankerpatiënten. Zij zijn vaak al verschillende keren met klachten bij een arts geweest alvorens een juiste diagnose werd gesteld. Het is mogelijk dat zij in tussentijd een verzekering hebben afgesloten. Met slechte wil kan elk doktersbezoek als een bewijs van vooraf bestaande symptomen worden beschouwd.

De verzekeringnemer moet alle hem bekende risico's meedelen. Voor een leek is het echter niet gemakkelijk om in te schatten wat nu precies symptomen van een aandoening zijn. In plaats van de symptomen zou men beter de diagnose door een arts als criterium nemen.

Wij vinden ook de termijn vooraleer de polis onbetwistbaar wordt te lang. Wij pleiten voor een termijn van één jaar. Sommige leden van de meerderheid deelden die mening, maar afspraken verhinderden dat er een oplossing kwam.

De regeling voor chronisch zieken voorziet in een overgangsperiode van twee jaar. Na de inwerkingtreding mogen chronisch zieken en gehandicapten niet meer worden geweigerd, maar de kosten die worden gemaakt als gevolg van de chronische ziekte of handicap mogen wel worden uitgesloten. Voor ex-kankerpatiënten zet dat weinig zoden aan de dijk. Uiterlijk tegen 1 oktober 2008 moet de overgangsregeling worden geëvalueerd.

Het is ook jammer dat het ontwerp geen garantie bevat dat mensen met een verhoogd risico een verzekering tegen een betaalbare prijs kunnen krijgen.

Een minpunt is ook dat de medische kosten in gespecialiseerde ziekenhuizen, zoals palliatieve centra, niet zijn opgenomen in de polis. Nochtans is een opname in een gespecialiseerd centrum vaak noodzakelijk en beseffen veel mensen niet dat ze niet gedekt zijn door hun polis.

Er is voorzien in een individuele voortzetting van de collectieve verzekering, maar tegen welke prijs is niet duidelijk.

Jammer is ook dat de informatieplicht voor de verzekeraar, onder andere over de mogelijkheid om de polis individueel voort te zetten, ontbreekt.

Een deel van de private ziekteverzekeringen valt buiten het toepassingsgebied van deze wet, zoals de pensioenfondsen of de aanvullende ziekteverzekeringen van de ziekenfondsen. Minister Demotte zou aan een wetsontwerp werken om dit probleem op te lossen, maar dat hebben wij nog niet gezien in het Parlement en dat is een probleem. Beide wetsontwerpen moeten namelijk samen in werking treden. Wat als het ontwerp-Demotte niet meer tijdig goedgekeurd raakt? Treedt dan deze wet ook niet in werking? Dat zou een trieste zaak zijn, want hoewel er vele tekortkomingen zijn, bevat dit ontwerp goede zaken, die hoe dan ook moeten worden doorgevoerd.

De ziekteverzekeringsovereenkomsten vallen ook buiten het toepassingsgebied van de wet. Het zou over een aanzienlijk aantal polissen gaan. De minister had ons cijfers beloofd. Hij kan ze misschien nog geven.

Wij hebben beslist om ons te onthouden. Met een ja-stem wekken we immers de indruk dat de zaak van de aanvullende ziekteverzekering geregeld is. Deze wet is een belangrijks stap voorwaarts, maar er is nog een lange weg te gaan. (*Applaus bij CD&V*)

17.05 Karine Lalieux (PS): Ik dank eenieder die de hoorzittingen in de Kamer heeft bijgewoond.

De garantie dat men levenslang de individuele aanvullende hospitalisatieverzekering zal blijven genieten, zelfs indien men gehandicapt of chronisch ziek wordt – een garantie die wordt uitgebreid tot de partner en de kinderen van de verzekerde –, vormt de - volgens mij revolutionaire - sociale dimensie van dit wetsontwerp.

Deze levenslange dekking geldt voor al wie een groepsverzekering geniet, vermits dit ontwerp het mogelijk maakt om de aanvullende verzekering aan dezelfde voorwaarden individueel voort te zetten. Het wetsontwerp voorziet in de bestraffing van de werkgever die zijn informatieplicht ten aanzien van de verzekerden en de medeverzekerden niet nakomt.

De patiënten- en consumentenverenigingen hebben sinds lang op een substantiële bijsturing van die regelgeving aangedrongen.

De gehoorde personen hadden veel kritiek op de haalbaarheid van het oorspronkelijke ontwerp. De PS- en sp.a-fracties hebben het ontwerp daarom grondig herbekeken en meer dan 22 amendementen ingediend.

We betreuren dat men, wat de problematiek van de vooraf bestaande ziekten betreft, het begrip 'symptoom' heeft verkozen boven de 'diagnose', ondanks het feit dat die laatste de verzekerde een grotere bescherming biedt. Maar dankzij het overleg dat werd gepleegd, is de verzekerde nu toch beter beschermd dan in het oorspronkelijke ontwerp het geval was.

Mijn fractie heeft vooral aandacht besteed aan de rol van de CBFA en aan de objectiviteit van de criteria op grond waarvan de premieberekening kan worden gewijzigd. Tegelijkertijd hebben we erop toegezien dat die wijzigingen gestoeld zouden zijn op factoren buiten de wil van de verzekeraar. Het Federaal Kenniscentrum voor de Gezondheidszorg zal als noodzakelijk tegengewicht dienen.

Ons amendement dat ertoe strekte een reserve voor veroudering aan te leggen, werd jammer genoeg verworpen in het kader van de overgang van een collectieve naar een individuele verzekering.

Opdat alle verzekerden dezelfde bescherming zouden genieten, wordt binnenkort een soortgelijk ontwerp betreffende de aanvullende verzekering bij ziekenfondsen aan de bevoegde commissie voorgelegd. Het is de bedoeling dat beide ontwerpen gelijktijdig in werking treden.

Wanneer de toepassing van de nieuwe bepalingen wordt beoordeeld, kunnen er indien nodig wijzigingen aan worden aangebracht – ik denk met name aan het begrip 'symptoom'.

We zijn verheugd dit wetsontwerp te kunnen goedkeuren.

17.06 Anne-Marie Baeke (sp.a-spirit): Een goed uitgebouwde sociale zekerheid blijft het belangrijkste. Zij is de verantwoordelijkheid van de overheid. Een verplichte sociale verzekering blijft hét instrument voor een gelijke toegang voor iedereen, en de garantie op solidariteit.

De realiteit is echter dat meer en meer mensen een aanvullende verzekering hebben. Het ontwerp van vandaag speelt op die realiteit in en is een belangrijke stap vooruit omdat het een levenslange dekking garandeert, omdat het het recht op toegang van chronisch zieken en mensen met een handicap waarborgt, omdat het de indexering van de premies regelt en omdat de collectieve verzekering door een individu kan

worden overgenomen.

Belangrijk is dat we beseffen dat ons werk niet af is. Zeker in verband met de toegang voor chronisch zieken en gehandicapten hebben we een aantal kansen gemist. Het nut van een dergelijke verzekering blijft ook nu voor deze groep mensen vrij beperkt, omdat ze in een periode van twee jaar weliswaar niet mogen worden geweigerd door de verzekeraar, maar de kosten die ze op de verzekering verhalen mogen geen gevolg zijn van een bestaande aandoening.

Het uitgangspunt lijkt te zijn dat in de toekomst toch elke Belg privé verzekerd zal zijn en dat het probleem dus maar tijdelijk zal zijn. Dat is misschien iets te optimistisch. We moeten ervoor uitkijken dat we niet net de zwakste groep onderweg verliezen. Leden daarvan hebben vaak niet de middelen om met hun gezin tot een dergelijke polis toe te treden en vaak hebben ze ook geen werkgever die een groepspolis aanbiedt.

Het probleem van de vooraf bestaande ziekte wordt met dit ontwerp ook niet voldoende uit de wereld geholpen. De grijze zone tussen symptomen en ziekte blijft bestaan en de verzekeraar kan nog steeds symptomen die zich voordeden in de twee jaar voor het afsluiten van de polis, aangrijpen om te zeggen dat de verzekeringnemer al ziek was toen hij de polis ondertekende. Het is nochtans voor geen enkele leek mogelijk om te weten waar het met een kwaaltje naartoe gaat.

Daarom is een aanpassing aan artikel 5 noodzakelijk. Ik heb me onthouden over een amendement van mevrouw Creyf daarover in de commissie en een amendement van mevrouw Lalieux en van mezelf werd afgewezen door de liberalen. Ik heb met mevrouw Lalieux daarom een wetsvoorstel ingediend dat zegt dat alleen een door een arts gestelde diagnose verplicht aan de verzekeraar moet worden medegedeeld. Ik reken erop dat het volgende parlement hier werk van maakt.

Dit wetsontwerp bevat heel wat bijkomende rechten voor verzekerden, maar voor sp.a is het werk niet af. Inzake inwerkingtreding wordt er een koppeling gemaakt met een wetsontwerp betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden. Omdat het einde van de regeerperiode met rasse schreden nadert moet de minister er mee over waken dat dit tijdig gebeurt. (*Applaus bij sp.a*)

17.07 **Simonne Creyf** (CD&V): Mevrouw Baeke formuleert dezelfde kritiek op het wetsontwerp als ikzelf. Na hoorzittingen is dit ontwerp uitvoerig bediscussieerd in de commissie. Daar heeft mevrouw Baeke zich onthouden bij de stemming over mijn amendement. En nu wil ze een wetsvoorstel indienen om de zaak te corrigeren. Ik begrijp hoegenaamd niet waarom men de zaak niet heeft rechtgezet in de commissie.

17.08 **Anne-Marie Baeke** (sp.a-spirit): Wat ik vandaag zeg, heb ik ook gezegd in de commissie. Ik heb mij toen onthouden bij het amendement. Net als ik vindt mevrouw Creyf trouwens dat het ontwerp een belangrijke stap voorwaarts is, een stap die we nu moeten zetten. Sp.a wil in de volgende regeerperiode het werk afmaken. (*Applaus bij sp.a*)

17.09 Minister **Marc Verwilghen** (*Nederlands*): Dit ontwerp is - wat mijn ministeriële bevoegdheden betreft - wellicht het meest sociaal geëngageerde van deze regeerperiode. Alle sprekers wijzen erop dat het een flinke stap voorwaarts is. Ik ben het ermee eens dat er bijkomende inspanningen nodig zijn.

Het ontwerp bevat maatregelen met een grote sociale impact. Vanaf nu heeft de verzekerde de garantie dat hij levenslang zijn individuele hospitalisatieverzekering blijft genieten, ook indien hij in de loop van dit contract chronisch ziek of gehandicapt wordt. Bovendien wordt de garantie uitgebreid tot de levenspartner en de kinderen. Voortaan krijgen zieken en personen met een handicap een definitief verankerde verzekering. Men zal voortaan ook de groepsverzekering kunnen voortzetten. Niet alleen de personeelsleden van het bedrijf dat de groepsverzekering aanging zullen de bevoordeelden zijn, maar ook de partners en de kinderen. De voordelen van de groepsverzekering die men door een bedrijfsfaillissement, pensioen of ontslag zou verliezen blijven voortaan behouden.

(Frans) Het ontwerp is van toepassing op de aanvullende ziekteverzekeringsovereenkomst. Het verandert niets aan de verplichte verzekering, maar we hopen het wetgevend werk nog tijdens deze zittingsperiode te kunnen voleindigen. Het voorliggend ontwerp gaat over de hospitalisatie-, de arbeidsongeschiktheids-, de invaliditeits- en de inkomensgarantieverzekering.

Met dit ontwerp voeren we een aantal vernieuwingen in ten behoeve van de mensen die een aanvullende ziekteverzekering genieten, in het bijzonder de chronisch zieken en de gehandicapten. Hun toestand gaat er in vergelijking met het verleden sterk op vooruit.

(Nederlands) De vraag van mevrouw Creyf heb ik aan Assuralia voorgelegd. Volgens hen bestaan er op de Belgische markt geen ziekteverzekeringskosten inclusief hospitalisatieverzekeringen die aan het levenslange karakter zouden ontsnappen. Wel bestaat de arbeidsongeschiktheidsverzekering die aan een levensverzekering is gekoppeld. Het is de bedoeling dat die contracten in werking treden wanneer iemand ziek wordt en niet meer in staat is om zijn levensverzekeringspremie te betalen. Op dat ogenblik zou de levensverzekeringspremie door de verzekering ten laste worden genomen. Levensverzekeringen lopen evenwel maar tot de leeftijd van 65 jaar. Daarom gaat het volgens Assuralia over een heel beperkt, zelfs onbestaand aantal.

(Frans) Het idee van mevrouw Lalieux in verband met de vergrijzingsreserve en de betaalbaarheid verdient dat erover wordt nagedacht. We worstelden echter met tijdsgebrek en het is niet uitgesloten dat de premies gevoelig stijgen. Bij de evaluatie van de wet zullen we dat probleem trachten op te lossen.

(Nederlands) Ik ben het met mevrouw Baeke eens dat er specifieke aandacht moet gaan naar een aantal zwakke groepen. Ook mevrouw Creyf heeft de problematiek van diagnose en symptomen aangehaald. Hier moet in de toekomst een volgende stap worden gezet. Ik hoop dat dit gebeurt bij de evaluatie van de wet. Dan zullen we met reële cijfers kunnen beoordelen hoeveel mensen het voordeel uit dit wetsontwerp kunnen genieten. (Applaus)

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2689/5)

Het opschrift in het Frans werd door de commissie gewijzigd in "projet de loi modifiant, en ce qui concerne les contrats privés d'assurance maladie, la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre".

Het wetsontwerp telt 4 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 4 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

18 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, wat de fusie door overneming van de onderlinge verzekeringsverenigingen betreft (2842/1-5)

Voorstel ingediend door: François Bellot, Thierry Giet, Dirk Van der Maelen, Annemie Roppe, Alfons Borginon, Melchior Wathelet

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

18.01 **Anne-Marie Baeke**, rapporteur: Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

18.02 **François Bellot** (MR): Gelijke kansen, ondernemingszin, vrijheid en verantwoordelijkheid, respect voor eenieders keuze, het zijn waarden die mijn fractie in haar vaandel schrijft, en die mijns inziens ook onze leidraad moeten zijn bij onze parlementaire werkzaamheden.

De wet van 1975 die wij willen wijzigen betreft de verzekeringsmaatschappijen, en stelt dat deze opgericht kunnen worden onder een van de volgende drie rechtsvormen: de naamloze vennootschap, de coöperatieve vennootschap (op deze rechtsvormen zijn de regels inzake de handelsvennootschappen van toepassing) en de onderlinge verzekeringsvereniging.

Eigen aan onderlinge verzekeringsverenigingen is dat zij niet zo gemakkelijk kapitaal kunnen aantrekken; zij worden nagenoeg volledig gefinancierd via de premies van de leden. Het was dan ook wenselijk dat zij over dezelfde instrumenten zouden kunnen beschikken als de verzekeringsondernemingen die onder de bepalingen inzake de handelsvennootschappen vallen, en dat de regels van het Wetboek van vennootschappen inzake de fusie door overneming ook toepasselijk zouden zijn op de onderlinge verzekeringsverenigingen.

Daarom maakt ons voorstel boek XI van het Wetboek van vennootschappen van toepassing op de fusie door overneming van de onderlinge verzekeringsverenigingen, mits een aantal aanpassingen die nodig zijn door de organisatie zelf van de onderlinge verenigingen.

Het was onze bedoeling de bestaande ongelijkheid tussen de verzekeringsmaatschappijen weg te werken, om aan alle maatschappijen dezelfde juridische instrumenten te bieden met het oog op hun ontwikkeling. Een beter aanbod op de verzekeringsmarkt zal ook de particulieren ten goede komen.

Ik vind de verdachtmakingen van sommige mensen over de vermeende beïnvloeding door de sector misplaatst. Het spreekt vanzelf dat de eerste betrokkenen bij de hervorming moesten worden geraadpleegd, niet meer en niet minder.

Ik besluit: deze technische tekst strekt ertoe alle spelers van de verzekeringswereld op gelijke voet te behandelen wat de fusies en overnemingen betreft. Ik vraag u dan ook deze tekst goed te keuren. (*Applaus op de banken van MR en VLD*)

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2842/5)

Het opschrift in het Nederlands werd door de commissie gewijzigd in "wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, wat de fusie door overneming van de onderlinge verzekeringsverenigingen betreft".

Het wetsvoorstel telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

19 **Wetsontwerp houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest met betrekking tot het administratief en financieel beheer van de provinciale coördinaties voor de gelijkheid van vrouwen en mannen (2920/1-2)**

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

19.01 **Danielle Van Lombeek-Jacobs**, rapporteur: Ik verwijs naar het schriftelijk verslag.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2920/1)

Het wetsontwerp telt 3 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

20 **Wetsontwerp betreffende de verhaalbaarheid van de erelonen en kosten verbonden aan de bijstand van een advocaat (2891/1-3)**
- Wetsvoorstel betreffende de verhaalbaarheid van de erelonen en kosten verbonden aan de bijstand van een advocaat (2618/1-2)

Overgezonden door de Senaat

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

20.01 **Walter Muls**, rapporteur: Samen met onze gewezen collega Hilde Claes diende ik destijds een wetsvoorstel in over deze aangelegenheid. Het gelijkaardige voorstel dat de senatoren Talhaoui en Koninckx indienden, werd door de Senaat aangenomen, na overleg met de beide advocatenordes en amendering door de regering. Daarna werd het goedgekeurd in de Kamercommissie.

20.02 **Melchior Wathelet** (cdH): Ik ben een overtuigd pleitbezorger voor de verhaalbaarheid van de erelonen van advocaten.

Persoonlijk gaf ik de voorkeur aan een onvoorwaardelijke verhaalbaarheid, middels een barema voor de honoraria.

De vertegenwoordigers van de Balie hebben ons een redelijk voorstel voorgelegd, dat ertoe strekte de rechtsplegingsvergoeding aanzienlijk op te trekken en de magistratuur tegelijkertijd een duidelijk afgebakende beoordelingsmarge te laten. Dat compromis zou voor iedereen bevredigend moeten zijn. Daarom zullen wij voorliggende tekst goedkeuren.

20.03 **Sabien Lahaye-Battheu** (VLD): België is een van de weinige Europese landen waar de niet-verhaalbaarheid nog steeds de regel is. Het Hof van Cassatie wilde dat wijzigen, maar het heeft met zijn arrest voor rechtsonzekerheid gezorgd, want rechters reageerden er verschillend op. Het ontwerp kwam dus net op tijd. In de commissie werd het snel besproken, want de eensgezindheid over de grote lijnen was opvallend en de Senaat had de oorspronkelijke plannen van de minister al grondig bijgesteld.

Aanvankelijk wou de minister de verhaalbaarheid van de erelonen koppelen aan barema's, maar van dat laatste kon voor ons geen sprake zijn. De advocaat en de cliënt moeten vrij een prijs met elkaar kunnen afspreken. Gelukkig heeft de minister na overleg haar standpunt gewijzigd.

We vinden het logisch en billijk dat wie een advocaat moet inhuren om de schade vergoed te krijgen die door

de fout van een ander werd veroorzaakt, niet zelf de kosten moet dragen als hij gelijk krijgt. Dankzij de verhaalbaarheid zullen partijen bovendien niet meer onbezonnen een procedure starten, wat de efficiëntie verhoogt.

Aangezien een tarifiering van de erelonen niet gewenst is, is ook een volledige en onbeperkte verhaalbaarheid van advocatenkosten niet gerechtvaardigd. Als de winnende partij de duurste advocaat van de markt in dienst neemt, zou het onrechtvaardig zijn om de verliezende partij die kosten volledig te laten dragen. Daarom is gekozen voor de rechtplegingsvergoeding. Het gaat om een vergoeding van de advocaat van de tegenpartij als onderdeel van de gerechtskosten.

We hebben twee bedenkingen. Dat het bedrag van de verhoogde rechtplegingsvergoeding via een KB zal worden bepaald, doet de vraag rijzen in welke mate de verliezende partij de gevolgen ook echt zal voelen. Het zal om substantiële bedragen moeten gaan, zodat het doel van het wetsontwerp wordt bereikt. Het ontwerp treedt voorts in werking op 1 januari 2008, maar wij gaven de voorkeur aan 1 september, het begin van het gerechtelijk jaar. Desalniettemin steunen we het ontwerp. (*Applaus*)

De voorzitter: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2891/3)

Het wetsontwerp telt 14 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 14 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

21 **Wetsontwerp tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van de griffiers van de rechterlijke orde, de referendarissen bij het Hof van Cassatie en de referendarissen en parketjuristen bij de hoven en rechtbanken (2923/1-2)**

Overgezonden door de Senaat

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

21.01 **Sabien Lahaye-Battheu**, rapporteur: Ik verwijs naar het schriftelijk verslag.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2923/1)

Het wetsontwerp telt 17 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 17 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

22 Wetsontwerp tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek inzonderheid met betrekking tot bepalingen inzake het gerechtspersoneel van het niveau A, de griffiers en de secretarissen en inzake de rechterlijke organisatie (2922/1-2)

Overgezonden door de Senaat

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

22.01 Sabien Lahaye-Battheu, rapporteur: Ik verwijs naar het schriftelijk verslag.

22.02 Melchior Wathelet (cdH): Over dit dossier werden al vele discussies gevoerd in Kamer en Senaat.

Het statuut van de griffiers was wel een twistpunt, vooral dan wat de loopbaanperspectieven van bepaalde griffiers en de erkenning van hun niveau A betreft. We hadden wellicht liever gehad dat het vakbondsstatuut eerst werd aangepast, en dat er daarna, op basis van dat vakbondsstatuut, verder gediscussieerd zou worden teneinde alle statuten te verfijnen.

Dit is in globo een positief ontwerp. Wij zullen de tekst mee goedkeuren, zij het met het nodige voorbehoud. Met zo'n hervorming zal er op een gegeven moment onvermijdelijk bijgestuurd moeten worden, maar op die aanpassingen en verbeteringen hebben we nu nog geen zicht.

22.03 Marie-Christine Marghem (MR): Deze ontwerpen betreffen een reeks beroepen waarvan het statuut nu bij wet wordt geregeld. De bedoeling op zich mag dan lovenswaardig zijn, de gevolgde methode is niet optimaal. MR had liever een louter logische benadering gezien, maar dat is helaas niet het geval.

Wat de rechterlijke beroepen betreft die niet aan het syndicaal statuut van de wet van 1974 onderworpen zijn, leek het ons consequenter dat punt eerst te regelen. Men heeft echter het paard achter de wagen gespannen. Hoe dan ook is het goed dat er een syndicaal statuut komt voor die beroepen, al hadden we liever een meer passende timing gezien.

Meer ten gronde strekt het ontwerp tot hervorming van het statuut van niveau A van de rechterlijke beroepen ertoe een statuut uit te tekenen vertrekkend vanuit de bestaande beroepen. Uitgaand van dat levend materiaal kon dan een model worden gedefinieerd. U heeft gekozen voor het abstract ontwerpen van een theoretische functie op papier, die moet worden toegepast op bestaande personeelsleden. Die methode heeft een aantal nadelen. Men had beter rekening gehouden met de specifieke ervaringen van mensen om te komen tot een aanpasbaar statuut, waarin rekening kan worden gehouden met de diversiteit van de uitgangshypothesen.

Toen wij het dossier enkele maanden geleden in het Parlement behandelden, hebben wij in de commissie gezegd dat de mensen in het veld bang waren dat het statuut van het gerechtspersoneel van niveau B tot D als zodanig als model zou dienen voor het toekomstige statuut van de griffiers. U antwoordde toen lapidair dat de tekst niet van toepassing was op de griffiers. In de praktijk moeten we echter vaststellen dat onze opmerkingen terecht waren. We hebben het gerechtspersoneel toen een kostuum aangemeten dat de griffiers en secretarissen nu verondersteld worden aan te trekken, maar zij werden in deze niet gekend. Wordt de democratie hier niet met voeten getreden?

Voor de betrokken beroepsgroepen is het evenwel nodig dat deze tekst er komt, en wij zullen de tekst dan ook goedkeuren, ook al keuren wij de methode af.

Weldra zijn er verkiezingen: dan krijgen we ons rapport, en het is belangrijk dat we de spreekbuis zijn van de veldwerkers en hun bekommernissen vertolken.

22.04 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Het is eraan te horen dat de verkiezingen eraan komen!

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2922/1)

Het wetsontwerp telt 185 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 185 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

23 Ontwerp van domaniale wet (2931/1-2)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

23.01 Luk Van Biesen, rapporteur: Ik verwijs naar het schriftelijk verslag.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2931/1)

Het wetsontwerp telt 3 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

24 Wetsontwerp tot wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde ze in overeenstemming te brengen met bepaalde principes van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte (2951/1-2)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

24.01 Annemie Roppe, rapporteur: Ik verwijs naar het schriftelijk verslag.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2951/1)

Het wetsontwerp telt 7 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 7 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

De vergadering wordt gesloten om 17.59 uur. Volgende vergadering donderdag 29 maart om 18.10 uur.